

**LE PREMIER MINISTRE
MALIEN, CHEF DU
GOUVERNEMENT, L'A
SOULIGNÉ :**

**«L'Algérie et le Mali
sont condamnés à
avancer ensemble»**

P 16

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal vise un milliard de dollars de chiffre d'affaires

Le groupe pharmaceutique public Saidal poursuit son ambition de devenir un acteur industriel majeur sur la scène internationale, avec un objectif clairement affiché : atteindre un chiffre d'affaires de près d'un milliard de dollars grâce au développement de nouveaux projets, dont celui des antibiotiques. C'est dans cette perspective que le directeur général du groupe, Younes Bouarara, s'est rendu avant-hier, lundi, sur le site du projet d'usine de production de matières premières pour antibiotiques, implanté dans la commune de Harbil, à Médéa. P 3



**27E SALON INTERNATIONAL
DE L'ARTISANAT DU 3 AU 7
DÉCEMBRE 2026**

**Un rendez-vous tourné
vers l'économie et
l'international**

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat engage les premières étapes de préparation de la 27e édition du Salon international de l'artisanat, prévue du 3 au 7 décembre 2026 au Palais des expositions des Pins Maritimes, à Alger. Considéré comme l'un des principaux rendez-vous consacrés à la promotion du patrimoine artisanal national, le Salon devra cette année conjuguer valorisation culturelle, accompagnement des artisans, innovation et ouverture sur les marchés internationaux.

P 2

TRANSPORT PUBLIC

**Le renouvellement du
parc national s'accélère**

L'opération de renforcement et de renouvellement du parc national de transport public s'accélère. Une nouvelle vague de distribution de bus modernes au profit de 16 wilayas a été effectuée cette semaine. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant sur le renouvellement du parc national à travers l'acquisition de 10 000 autobus, en vue d'améliorer les conditions de transport et la qualité du service offert aux citoyens, indique mardi un communiqué du ministère.

P 3

CONTRIBUTION

**À l'heure de l'IA, qui
racontera l'Algérie si
nous ne la
documentons pas ?**

Une offre reçue par mail pour acquérir l'Universalis sur une clé USB m'a ramené à ma Britannica, achetée sur ma bourse d'étudiant, puis à Al Maârif, acquise pour mes enfants et pour renouer moi-même avec le savoir en arabe. Mais très vite, une autre question a pris le dessus, bien plus grande que le choix entre le papier et le numérique.

**Par Dr Ali Kahlane,
expert en stratégie numérique,
vice-président du Care**

P 5

CLOUD SOUVERAIN EN ALGÉRIE
**Djezzy s'associe à Algeria
Venture et Armonika** P 2

PORTÉE PAR LE CPA ET LA BDL
**La capitalisation boursière
atteint 743,64 Mds DA au
premier semestre 2026** P 3

AGRA 2026 EN SLOVÉNIE
**Les opérateurs algériens
à la conquête de nouveaux
marchés** P 2

AGRA 2026 EN SLOVÉNIE

Les opérateurs algériens à la conquête de nouveaux marchés

La quatrième journée de la participation de l'Algérie au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation "AGRA 2026" en République de Slovénie a été marquée par l'organisation d'une série de rencontres bilatérales entre des opérateurs économiques algériens et leurs homologues de plusieurs pays, afin d'explorer les opportunités de coopération et de partenariat commercial, a indiqué mardi un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. L'Algérie, invitée d'honneur de cette édition, participe à ce Salon avec 19 opérateurs économiques, sous la supervision du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Ces rencontres bilatérales ont été l'occasion pour les opérateurs algériens de faire connaître leurs produits et leurs atouts compétitifs, tout en explorant de nouvelles opportunités pour établir des partenariats commerciaux et renforcer la présence des produits algériens sur les marchés extérieurs, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des industries agroalimentaires et des produits connexes. La quatrième journée a également été ponctuée par un afflux continu au pavillon algérien de visiteurs et d'opérateurs économiques participant à ce Salon. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leur intérêt pour les produits algériens exposés, ce qui dénote l'importance de cette participation dans la promotion du produit national et la valorisation du potentiel des entreprises algériennes sur les marchés internationaux. La participation algérienne à "AGRA 2026" s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les échanges commerciaux et à ouvrir de nouveaux canaux de coopération économique avec les partenaires étrangers, contribuant ainsi à soutenir la présence des produits algériens à l'international.

R E/APS

27^e SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT DU 3 AU 7 DECEMBRE 2026

Un rendez-vous tourné vers l'économie et l'international

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat engage les premières étapes de préparation de la 27^e édition du Salon international de l'artisanat, prévue du 3 au 7 décembre 2026 au Palais des expositions des Pins Maritimes, à Alger. Considéré comme l'un des principaux rendez-vous consacrés à la promotion du patrimoine artisanal national, le Salon devra cette année conjuguer valorisation culturelle, accompagnement des artisans, innovation et ouverture sur les marchés internationaux.

Par Réda Hadi

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Medahi, a présidé, avant-hier, une réunion de coordination consacrée à cet événement, en présence de cadres du secteur ainsi que de représentants des organismes et établissements placés sous sa tutelle. La rencontre a permis d'arrêter les premières orientations et de définir les principaux axes de travail devant conduire à une organisation à la hauteur de la dimension internationale du rendez-vous. Placée sous l'encadrement de la Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya d'Alger, cette nouvelle édition devra notamment mettre en évidence la richesse et la diversité des métiers artisanaux algériens. Pour la ministre, le Salon constitue bien davantage qu'un espace d'exposition. Il représente une vitrine du patrimoine culturel, civilisationnel et artistique du pays et un instrument destiné à assurer sa préservation, sa transmission et sa promotion auprès des nouvelles générations. L'un des principaux axes retenus concerne le renforcement des compétences des artisans. La ministre a insisté sur la nécessité de programmer de nouvelles sessions de formation, notamment dans le domaine du numérique, afin de permettre aux professionnels de mieux valoriser leurs produits et de s'adapter aux nouvelles pratiques commerciales.

Dans cette perspective, le ministère prévoit également la création d'une plateforme numérique dédiée au référencement et à la promotion des produits artisanaux. Une attention particulière devra être accordée aux métiers et savoir-faire menacés de disparition. L'objectif est de constituer progressivement une véritable vitrine numérique de l'artisanat algérien, tout en contribuant à sauvegarder des pratiques traditionnelles parfois fragilisées par le manque de transmission. La digitalisation est ainsi appelée à devenir un levier supplémentaire de commercialisation. Elle doit permettre aux artisans, y compris ceux installés dans les régions éloignées, d'accéder à une clientèle plus large et de mieux faire connaître leurs créations au-delà des marchés locaux.

Donner une dimension économique au Salon

Par ailleurs, Houria Medahi a insisté sur la nécessité de conférer au Salon une véritable portée économique. Les espaces d'exposition devront être multipliés lors des manifestations organisées par le secteur afin d'offrir davantage de visibilité aux artisans, mais aussi de favoriser la commercialisation et la vente de leurs produits. Des programmes promotionnels, des rencontres professionnelles et des forums sont ainsi prévus pour présenter le potentiel de l'artisanat algérien et faire connaître les différents mécanismes d'ac-

compagnement et de soutien mis en place par l'État en faveur des artisans et des professionnels du secteur. L'enjeu est également de transformer les manifestations artisanales en véritables espaces de rencontres entre producteurs, acheteurs, professionnels et partenaires étrangers. Une forte participation internationale est donc recherchée pour consolider le caractère international du Salon et ouvrir de nouvelles perspectives de coopération. La préparation du Salon prévoit également l'organisation de plusieurs concours destinés à encourager la créativité et l'innovation. Parmi les initiatives annoncées figurent un concours récompensant le meilleur artisan portant une tenue traditionnelle algérienne, ainsi que des compétitions consacrées à la photographie et à la réalisation de contenus vidéo promotionnels dédiés à l'artisanat. Une place particulière sera également accordée aux start-up, avec un concours destiné à récompenser celle qui réalisera le plus important volume de ventes numériques de produits artisanaux algériens. Cette initiative traduit la volonté d'associer davantage l'artisanat aux nouvelles technologies et au commerce électronique. Enfin, la ministre a donné instruction d'anticiper la préparation des contenus médiatiques et promotionnels afin d'assurer une large visibilité à l'événement.

CLOUD SOUVERAIN EN ALGÉRIE

Djezzy s'associe à Algeria Venture et Armonika

Un partenariat entre l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy, Algeria Venture (A-Venture) et la startup technologique Armonika a été signé, lundi à Alger, en vue d'accompagner le développement de solutions de Cloud souverain et de virtualisation des infrastructures en Algérie. Signé au siège de Djezzy, à Dar El Beida, cet accord s'inscrit dans une démarche d'Open Innovation visant à renforcer les synergies

entre les grandes entreprises et les startups algériennes, tout en favorisant l'émergence de solutions technologiques développées localement. Dans le cadre de ce partenariat, Djezzy et A-Venture accompagneront Armonika dans le développement de solutions destinées notamment au Cloud, à la virtualisation et à l'orchestration des infrastructures informatiques. S'appuyant sur une expertise pré-

sentée comme entièrement algérienne, Armonika développe une plateforme intégrant plusieurs briques technologiques, notamment le Cloud, la virtualisation, l'orchestration, la cybersécurité, l'automatisation ainsi que des solutions SaaS. Ces solutions reposent sur une approche accordant une importance particulière à la sécurité des infrastructures et à la protection des données, dans un contexte marqué

par l'accélération de la transformation numérique et la nécessité de renforcer la maîtrise des infrastructures technologiques stratégiques. A travers cette initiative, Djezzy réaffirme son engagement en faveur de l'innovation et du développement de l'écosystème numérique national, en s'appuyant sur les compétences et les solutions proposées par les startups algériennes. Synthèse Z R.

UNIVERSITÉ DE BEJAIA

Introduction de nouvelles spécialités pour la rentrée universitaire 2026/2027

De nouvelles spécialités et parcours de formation d'ingénieurs ont été introduits par l'université Abderrahmane Mira de Bejaia, au titre de l'année universitaire 2026/2027, a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. Ces nouvelles spécialités concernent aussi bien les nouveaux bacheliers inscrits dans les différentes facultés et départements de l'université Abderrahmane Mira, que les étudiants poursuivant des formations de master, ont indiqué les services de l'université. S'agissant des formations destinées aux nou-

veaux bacheliers, l'université de Bejaia a lancé un nouveau parcours d'ingénieur d'Etat en génie minier, spécialisé dans le traitement des métaux, dans le cadre des efforts visant à accompagner le projet d'exploitation de la mine de zinc et de plomb de Tala Hamza et d'Amizour, ont ajouté les mêmes services. D'autres parcours de formation d'ingénieur relevant du domaine des sciences et technologies ont également été ouverts cette année à l'université de Bejaia, notamment en construction et développement durable, construction civile et industrielle, énergétique et maintenance, génie des procédés

chimiques, automatique et systèmes intelligents, conversion d'énergie et systèmes embarqués, ainsi qu'en réseaux et sources d'énergie électrique, a-t-on souligné. Ainsi, l'université Abderrahmane Mira de Bejaia a introduit une nouvelle formation de professeurs de l'enseignement secondaire en sciences naturelles et en sciences physiques, au niveau de l'annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Sétif, implantée sur le campus universitaire d'Amizour, a indiqué la même source. Les services de l'université ont fait savoir que deux (2) formations en master ont été lan-

cées cette année, à savoir un master en droit du commerce électronique et de l'économie numérique, et un master en droit et intelligence artificielle (IA). Par ailleurs, l'université de Bejaia a prévu 8.300 places pédagogiques en prévision de la rentrée universitaire 2026/2027, ont indiqué les mêmes services, précisant que l'établissement d'enseignement supérieur a enregistré 7.500 diplômés au terme de l'année universitaire 2025/2026, qui a compté un total de 37.393 étudiants.

APS

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal vise un milliard de dollars de chiffre d'affaires

Le groupe pharmaceutique public Saidal poursuit son ambition de devenir un acteur industriel majeur sur la scène internationale, avec un objectif clairement affiché : atteindre un chiffre d'affaires de près d'un milliard de dollars grâce au développement de nouveaux projets, dont celui des antibiotiques.

Par S. R.

C'est dans cette perspective que le directeur général du groupe, Younes Bouarara, s'est rendu avant-hier, lundi, sur le site du projet d'usine de production de matières premières pour antibiotiques, implanté dans la commune de Harbil, à Médéa. Cette visite d'inspection visait à faire le point sur l'état d'avancement des travaux de réalisation de cette infrastructure stratégique. Selon un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique, ce déplacement s'inscrit dans le cadre des directives données par le ministre du secteur, Ouacim Kouidri, qui accorde une importance particulière à ce projet, dont l'enjeu est de taille : renforcer la souveraineté pharmaceutique nationale et réduire la facture d'importation des produits pharmaceutiques, en particulier des antibiotiques, dont la fabrication dépend encore largement de l'étranger. Actuellement, l'Algérie consacre annuellement près de 75,4 milliards de dinars pour l'importation des produits pharmaceutiques, notamment des antibiotiques. Le projet de Médéa ne se limite toutefois pas à cet objectif d'autosuffisance : il traduit également une

ambition plus large de Saidal, celle de faire évoluer son modèle de production pour ne plus se cantonner à la couverture des besoins du marché intérieur, mais renforcer progressivement sa présence sur les marchés extérieurs. C'est précisé-ment cette montée en puissance industrielle qui doit permettre au groupe de viser un chiffre d'affaires proche d'un milliard de dollars dans les années à venir. Une fois opérationnelle, l'usine doit en effet permettre d'accroître significative-ment les capacités nationales de produc-tion d'antibiotiques ainsi que des ma-tières premières associées, un maillon jusqu'ici largement importé et considéré comme stratégique pour l'indépendance sanitaire du pays. Cette montée en capa-cité doit ainsi consolider la position de Saidal comme acteur industriel de réf-érence, capable de rivaliser à terme avec les standards internationaux du secteur. Le communiqué du ministère a par ail-leurs rappelé l'engagement du groupe Sai-dal à accélérer la cadence de réalisation de ses projets stratégiques, avec un suivi rapproché sur le terrain. Cette dyna-mique s'inscrit dans les orientations fixées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui appelle au

développement d'une industrie pharma-ceutique locale forte, condition jugée es-sentielle pour garantir la sécurité sani-taire et pharmaceutique du pays. Pour rappel, le week-end dernier, dans le cadre du renforcement de l'outil de production national et de la sécurisation de l'approvi-sionnement en médicaments, le groupe Saidal avait déjà insufflé une nouvelle dy-namique industrielle à Constantine. Sous la direction de Younes Bouarara, le groupe a procédé à la remise en service progressive du site de l'ex-HUP Pharma, tout en accélérant ses projets stratégiques sur les unités de Constantine 1 et Constantine 2. La réactivation des lignes de l'ancien site HUP Pharma s'effectue en fonction des exigences techniques et des besoins prioritaires du marché de la santé, une démarche appuyée par la réin-tégration graduelle du personnel qualifié ainsi que par le transfert temporaire de certaines productions depuis l'unité de Médéa. Parallèlement, Saidal intensifie ses investissements dans des segments à forte valeur technologique, en ciblant le développement et la fabrication de traite-ments innovants tels que les molécules GLP-1 pour le diabète et l'obésité, les bio-similaires, les vaccins et l'insuline.

TRANSPORT PUBLIC

Le renouvellement du parc national s'accélère

L'opération de renforcement et de re-nouvellement du parc national de transport public s'accélère. Une nouvelle vague de distribution de bus mo-dernes au profit de 16 wilayas a été effec-tuée cette semaine. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant sur le renouvellement du parc na-tional à travers l'acquisition de 10 000 au-tobus, en vue d'améliorer les conditions de transport et la qualité du service offert aux citoyens, indique mardi un communi-qué du ministère de l'Intérieur, des Col-lectivités locales et des Transports. Après une première phase ayant concerné les wi-layas d'Alger, d'Oran, de Constantine et d'Annaba, la deuxième phase concerne 16 wilayas, à savoir : Chlef, Bouira, Tlemcen, Tizi Ouzou, Saïda, Sidi Bel Abbès, Médéa, Mascara, Boumerdès, Aïn Defla, Batna, Biskra, Djelfa, Skikda, El Tarf et El Oued, a précisé le ministère de l'Inté-rieur, des Collectivités locales et des Transports dans un communiqué. Placée sous la supervision du ministre de l'Inté-rieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, cette opération vise à renforcer progressivement les capa-cités du transport urbain et suburbain dans les différentes régions du pays. Les autobus distribués sont des véhicules neufs et modernes, proposés dans diff-érentes capacités et répondant aux normes en vigueur. Cette nouvelle livraison inter-

vient alors que les autorités ont engagé une réforme plus large du parc national, notamment avec le retrait progressif des autobus les plus anciens. Depuis le mois d'août, les véhicules âgés de 30 ans et plus sont progressivement retirés de la circula-tion dans le cadre du dispositif de renou-vellement. À travers cette nouvelle phase, les autorités entendent ainsi poursuivre la modernisation du transport urbain et su-burbain et répondre aux besoins crois-sants des usagers à travers l'ensemble du territoire national. Concernant le renou-vellement des bus dépassant les 30 années de service, l'État a mis en place un méca-nisme d'accompagnement des transpor-teurs privés. En effet, les six banques pu-bliques ont lancé une nouvelle formule de financement destinée aux professionnels du transport collectif de voyageurs, leur permettant d'acquérir de nouveaux auto-bus via un crédit bancaire couvrant jusqu'à 90 % du coût total du véhicule. Cette nouvelle offre de financement, que viennent de lancer le CPA, la BADR, la CNEP-Banque, la BEA, la BNA et la BDL, s'inscrit dans le cadre de la décision des pouvoirs publics visant le retrait progres-sif des autobus dépassant 30 ans du parc national et l'amélioration des conditions de transport. Ces facilitations s'ajoutent à l'ensemble des mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics destinées à offrir toutes les conditions optimales pour le transport de voyageurs, notamment après

la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur l'importation de 10 000 nouveaux bus. Le produit bancaire, disponible sous les for-mules classique et islamique, s'adresse aux professionnels du transport (personnes physiques et morales), et peut couvrir 90 % du coût de l'autobus, toutes taxes com-prises, avec un apport personnel de 10 %, le remboursement du crédit s'effectuant sur une durée de 10 ans avec possibilité d'un différé de 6 mois. En parallèle, la récupération et le déman-tèlement des autobus vétustes sont assu-rés, ainsi que la récupération de leurs composants, notamment le fer, en vue de leur réintégration dans le cycle industriel, par la Société nationale de récupération et de valorisation, filiale du Groupe SNS. À cet égard, l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA), par la voix de son président Hocine Bouraba, a salué les mesures prises pour accompa-gner les transporteurs, en ce sens qu'elles contribuent à améliorer les conditions d'exercice de leur activité. En effet, cette nouvelle disposition permettra aussi d'ac-célérer le rythme de renouvellement du parc national, notamment à travers la sup-pression de la TVA du coût du bus, ainsi que le bénéfice pour les concernés du sou-tien de l'État de 20 %, en plus des facilita-tions bancaires accordées aux transpor-teurs.

Z R.

PORTÉE PAR LE CPA ET LA BDL

La capitalisation boursière atteint 743,64 Mds DA au premier semestre 2026

Par Selma R.

Au 30 juin 2026, la capitalisa-tion boursière globale s'établit à 743,64 milliards de dinars, enregistrant une quasi-stabilité avec un léger repli de 0,25 % par rapport à fin juin 2025. Cette stabi-lité d'ensemble masque cependant des poids très inégaux entre les dif-férentes entreprises cotées. Le Cré-dit Populaire d'Algérie (CPA) do-mine largement le marché avec une capitalisation de 460 milliards de di-nars, suivi de la Banque de Déve-loppement Local (BDL), qui totalise 206,36 milliards de dinars ; ces deux établissements bancaires concentrent ainsi à eux seuls l'es-sentiel de la valorisation boursière du marché. Ces chiffres sont issus du bulletin d'information semestriel publié par la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), qui dresse le bi-lan de l'activité du marché boursier durant le premier semestre 2026. Un état des lieux qui met en lumière une capitalisation globale stable, mais des dynamiques de transac-tion contrastées. Derrière ces deux poids lourds du secteur bancaire, le Groupe Biopharm occupe la troi-sième place avec 64,06 milliards de dinars, suivi d'acteurs de taille plus modeste : Alliance Assurances (4,79 milliards de dinars), le Groupe Saidal (4,45 milliards de dinars), l'EGH Chaîne El Aurassi (2,16 mil-liards de dinars), ainsi que deux PME cotées, AOM Invest (1,33 mil-liard de dinars) et Moustachir (0,5 milliard de dinars). Sur le marché secondaire, l'activité transactionnelle affiche une évolu-tion plus contrastée. Le nombre de transactions enregistrées a pro-gressé de 10 % par rapport au pre-mier semestre 2025, pour atteindre 2 268 opérations, le CPA et la BDL y occupant une place prépondé-rante avec respectivement 1 226 et 876 transactions, soit près de 93 % du total. Le nombre d'ordres passés sur le marché a quant à lui connu une progression spectaculaire de 229 %, s'établissant à 49 811 or-dres contre 15 156 un an plus tôt, une envolée qui traduit une intensi-fication notable de l'activité des in-vestisseurs sans pour autant se tra-duire par une hausse équivalente des volumes échangés. L'analyse de l'offre et de la de-mande révèle en effet un déséquil-bre marqué : les ordres à l'achat ont chuté de 72 %, pour totaliser 2 769 759 ordres, tandis que les or-dres à la vente ont bondi de 201 %, atteignant 57 418 836 ordres. Conséquence de ce déséquilibre, le volume de titres échangés a reculé de 15 %, pour s'établir à 1 852 270 titres, tandis que la valeur transigée accuse une baisse plus prononcée encore, de 39 %, pour s'établir à 2 754 600 KDA, soit environ 2,75 mil-liards de dinars. Comme pour la ca-pitalisation, les échanges en valeur restent très concentrés autour des deux poids lourds du marché, le CPA (1,42 milliard de dinars) et la BDL (1,09 milliard de dinars), confirmant la prédominance du sec-teur bancaire dans l'activité de la Bourse d'Alger.

FORMATION ET
ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNELS
Intégration du service
”Takwin” au Portail
national des services
numériques

La Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, et la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, ont tenu, dimanche, une réunion consacrée à l'évaluation et au suivi de l'intégration de la plateforme "Takwin" au Portail national des services numériques (Dzair Digital Services). Cette rencontre intervient dans le cadre de la mise en œuvre des hautes instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue le 12 juillet 2026, concernant l'élargissement du champ d'utilisation du Portail national des services numériques, la facilitation de l'accès à ce dernier et le renforcement de l'interopérabilité entre les secteurs, a précisé un communiqué du Haut-commissariat à la numérisation. L'intégration de la plateforme "Takwin" au Portail national des services numériques permet, pour la première fois, d'effectuer les inscriptions pour la rentrée professionnelle 2026-2027, en bénéficiant de la simplification des procédures, avec la vérification de l'exactitude des informations et données personnelles des candidats et la facilitation de l'accès au service, grâce à l'interopérabilité offerte par le Portail en tant que système national unifié des services numériques. A cet égard, Mme Benmouloud a précisé que l'intégration de la plateforme "Takwin" au Portail national des services numériques témoigne du niveau de maturité numérique du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, saluant les efforts consentis par le secteur pour la réussite de l'opération. De son côté, Mme Arhab a indiqué que les inscriptions qui ont débuté le 8 août connaissent une "affluence notable", avec 82.383 inscrits à ce jour, l'opération se poursuivant via le Portail national des services numériques. Elle s'est félicitée de la "réussite de l'opération" accomplie dans de "bonnes conditions et sans incident", estimant que cette coopération reflète une "dynamique sans précédent dans le domaine de la transformation numérique des services publics". A rappeler que la plateforme "Takwin" permet aux jeunes souhaitant rejoindre le secteur de la formation professionnelle de s'inscrire en ligne, sachant que les inscriptions pour la prochaine rentrée de la formation, prévue le 4 octobre, se poursuivront jusqu'au 26 septembre.

APS

INDUSTRIE
Prolongation des délais de candidature au
Prix national de la PME innovante 2026

Le ministère de l'Industrie a annoncé, lundi dans un communiqué, la prolongation, jusqu'au 20 septembre prochain, des délais de dépôt des dossiers de candidature à la 14e édition du Prix

CCOOPÉRATION ALGERO-BRITANIQUE
Elite Kingdom School
ouvre ses portes à Alger

La Résidence de Son Excellence l'Ambassadeur du Royaume-Uni en Algérie a accueilli, le 23 août, une réception officielle à l'occasion de l'ouverture à Alger du nouvel établissement d'Elite Kingdom School, marquant une nouvelle étape dans le développement de l'école en Algérie et dans le renforcement de l'enseignement international dans le pays et la cooperation algero-britannique. Déjà implantée à Oran depuis 2023, Elite Kingdom School poursuit ainsi son développement avec l'ouverture de son nouvel établissement à Chéraga, Alger, afin de proposer aux élèves algériens un parcours éducatif britannique complet, fondé sur l'excellence académique, l'innovation pédagogique et l'ouverture internationale. Cette nouvelle implantation dispose d'une capacité d'accueil de plus de 600 élèves et s'appuie sur un corps professoral de plus de 45 enseignants, dont plus de 12 enseignants britanniques spécialisés dès l'ouverture. L'établissement s'étend sur plus de 5 000 m² et comprend des salles de classe modernes, des laboratoires scientifiques, des infrastructures sportives ainsi que des espaces dédiés aux apprentissages et au développement des élèves. À travers cet investissement, Elite Kingdom School entend inscrire son développement dans une perspective de long terme et contribuer à structurer davantage l'offre d'éducation internationale en Algérie. Au cœur du projet éducatif d'Elite Kingdom School se trouve un parcours Cambridge complet, de 4 à 18 ans, permettant aux élèves de bénéficier d'une continuité pédagogique tout au long de leur scolarité. Cette approche accompagne progressivement les élèves dans l'acquisition des connaissances, des compétences analytiques, de l'esprit critique et de l'autonomie nécessaires à la poursuite de leurs études supérieures, en Algérie comme à l'international. Elite Kingdom School est la première école en Algérie accréditée par Cambridge Assessment Education pour l'ensemble du parcours scolaire (Pathway). Cette accréditation s'accompagne d'un suivi de la mise en œuvre du programme ainsi que d'un accompagnement et d'une formation continue des équipes pédagogiques et administratives, à travers des formations en présentiel et des webinaires.

Synthèse R.E.

national de la petite et moyenne entreprise (PME) innovante. Ce prix, organisé cette année sous le slogan "La petite et moyenne entreprise innovante, une valeur ajoutée dans le développement économique", a été institué afin de récompenser et d'encourager trois catégories de PME, selon la même source. A ce titre, la première catégorie concerne les entreprises innovantes ayant plus de trois années d'activité dans un secteur contribuant au développement économique durable. La deuxième catégorie comprend les entreprises ayant plus de trois ans d'activité dans la branche de l'économie verte. Pour chacune des deux catégories, le prix consiste en une médaille, un certificat de mérite ainsi qu'une récompense finan-

cière de deux millions de DA pour le premier lauréat, de 1,6 million de DA pour le deuxième et de 1,2 million de DA pour le troisième. Quant à la troisième catégorie, ajoute le communiqué, elle est consacrée aux jeunes petites et moyennes entreprises innovantes opérant dans un secteur contribuant au développement économique durable. Le prix consiste en une médaille, un certificat de mérite et une récompense financière d'un million de DA pour le premier lauréat, 800.000 DA pour le deuxième et 600.000 DA pour le troisième.

La participation à ce concours se fait via une plateforme numérique dédiée, à travers le lien : Prixinnov.industrie.gov.dz.

APS

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DE LA MEILLEURE START-UP

Augmentation des récompenses financières

Les récompenses financières du prix du président de la République de la meilleure start-up, instauré en janvier 2026, ont été revues à la hausse en vertu d'un décret présidentiel publié lundi au Journal Officiel (JO n60). Il s'agit du décret présidentiel n 26-277 du 23 aout 2026, modifiant et complétant le décret présidentiel n 26-86 de janvier dernier portant création du Prix du président de la République de la meilleure start-up. Selon le nouveau texte, la révision porte le montant de la récompense de la meilleure "Scale-up" de 3 à 6 millions DA, celui de la meilleure "Start-up" de 2 à 4 millions DA, tandis que la récompense du meilleur "Projet innovant" passe de 1 à 3 millions DA. En cas de réalisation et de travaux collectifs pour le meilleur projet innovant, le montant est réparti de manière égale entre les participants, selon le décret de janvier. Le Prix du président de la République de la meilleure start-up vise à encourager l'innova-

tion et l'entrepreneuriat, ainsi qu'à promouvoir et développer l'économie de la connaissance et les start-up. Le prix est décerné par un jury nommé par un arrêté du ministre chargé des start-up pour une durée d'une année renouvelable une seule fois, constitué du représentant du ministre, d'un expert international dans le domaine des nouvelles technologies et d'une compétence nationale ou internationale dans le domaine du capital-risque. Le jury est également constitué de deux membres du comité national de labellisation des start-up, des projets innovants et des incubateurs ainsi qu'un représentant de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI). Le prix est décerné lors d'une cérémonie officielle durant la semaine mondiale de l'entrepreneuriat du mois de novembre de chaque année.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Août 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	104	116	91	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	97	64	الطماطم	
	Oignon sec	82	92	72	البصل الجاف	
	Ail sec	738	846	630	الثوم الجاف	
	Carotte	121	136	106	الجزر	
	Navet	174	199	148	اللفت	
	Poivron	134	150	117	الفلفل الاخضر	
	Piment	144	166	121	الفلفل الحار	
	Courgette	95	110	80	الكوسة	
	Haricot vert	222	250	194	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	124	139	109	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	416	519	312	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	514	629	399	التمر	
	Banane	717	747	687	الموز	
	Melon	89	103	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	73	84	61	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2086	2235	1936	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	505	520	490	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	99	105	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Cods	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	3,60	-6,24	7,35	7,54	13500	4 657 500,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,19	0,27	116,43	-	1193	972 295,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,17	7,56	7,64	38870	54 418 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	NC	0,00	0,06	1,10	6,68	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 050,00	2050,00	0,00	-1,28	-7,17	8,50	8,54	9074	18 601 700,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,09	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	NC	0,00	-2,55	-1,82	1,14	8,52	0	0,00

À l’heure de l’IA, qui racontera l’Algérie si nous ne la documentons pas ?

Une offre reçue par mail pour acquérir l'Universalis sur une clé USB m'a ramené à ma Britannica, achetée sur ma bourse d'étudiant, puis à Al Maârifâ, acquise pour mes enfants et pour renouer moi-même avec le savoir en arabe. Mais très vite, une autre question a pris le dessus, bien plus grande que le choix entre le papier et le numérique.

1^{ère} partie

Par Dr Ali Kahlane (*)

A l'heure où l'intelligence artificielle répond à presque toutes nos questions en quelques secondes — et où elle apprend le monde à partir de ce que d'autres ont écrit —, une interrogation devient vitale pour l'Algérie : qui documentera notre pays ? Qui décidera de ce que les machines « savent » de notre histoire, de notre culture, de notre langue ? Car si nous ne le faisons pas nous-mêmes, d'autres l'ont déjà fait à notre place. En une phrase: l'enjeu n'est plus de savoir si l'encyclopédie a un avenir, mais de savoir si l'Algérie se racontera elle-même aux intelligences artificielles, ou si elle les laissera la raconter à sa place.

I. Le point de départ : une bibliothèque, trois langues, un même désir

En 1977, étudiant en Angleterre, j'ai acheté l'Encyclopædia Britannica. Elle m'a coûté environ 400 livres sterling (l'équivalent d'environ 3000 livres selon l'indice utilisé), une somme considérable pour un étudiant de l'époque, que je payais par mensualités prélevées sur ma bourse, à raison de deux volumes par mois. Ce n'était pas une dépense légère : je la considérais comme un investissement, un accès durable à un savoir que je voulais rapporter avec moi en Algérie. À cette époque, tout étudiant algérien à l'étranger préparait soigneusement son « déménagement » avant son retour définitif au pays. Ma Britannica faisait naturellement partie de ce précieux bagage. Il s'agissait des trente volumes de la quinzième édition, lancée en 1974 : la dernière édition numérotée de l'histoire de la Britannica. En 2012, après 244 années de publication sur papier, l'éditeur annonça l'abandon définitif des volumes reliés au profit du numérique. La même année, l'Encyclopædia Universalis mettait elle aussi fin à son édition papier. Le fait que deux des plus grandes encyclopédies généralistes au monde aient renoncé au papier la même année est hautement symbolique : elles n'ont pas cessé d'exister, elles ont cessé d'imprimer. Elles ont abandonné le meuble, pas leur mission.

« À l’époque, acheter une encyclopédie, c’était littéralement acquérir une partie du monde. »

Dans les années 1980, une fois rentré au pays, j'ai acquis lors d'un Salon du livre à Alger une autre encyclopédie : Al Maârifâ (تقْرِعَمَلَا). Vingt et un volumes reliés, destinés aux jeunes, avec des textes accessibles et de belles illustrations. Sur-tout, elle était en arabe : pour mes en-

fants, mais aussi pour moi, qui devais alors réapprendre à exprimer en arabe des connaissances acquises jusque-là essentiellement en français et en anglais. Cette bibliothèque raconte une expérience très algérienne du savoir : l'anglais de la Britannica, l'arabe d'Al Maârifâ, le français du Larousse que tant de foyers tenaient à posséder. Plusieurs langues, plusieurs traditions, un même désir de comprendre le monde. Je retiens cette scène, car elle contient déjà, en germe, tout mon propos. Le savoir sur l'Algérie s'est toujours écrit en plusieurs langues. La question d'aujourd'hui est de savoir qui tient la plume dans chacune d'elles.

II. Ce que l’IA change vraiment : elle répond à notre place

Le présent article est né d'un mail : une offre pour acquérir l'Universalis sur une clé USB numérotée, à 59 euros au lieu de 178, pour un fonds annoncé de plus de 55 000 articles vérifiés. L'objet reste séduisant : toute une encyclopédie dans la poche. Mais à l'heure de ChatGPT, de Gemini, de Copilot, une question vient immédiatement : à quoi bon acheter une encyclopédie, alors qu'une IA répond en quelques secondes, reformule, traduit et poursuit la conversation ? En un demi-siècle, notre rapport au savoir a changé de nature. Nous sommes passés des volumes imprimés, où il fallait chercher dans l'index, aux CD-ROM des années 1990, puis à Google et Wikipédia, au smartphone et à la 4G, et enfin, depuis 2022, au dialogue avec des machines. À chaque étape, l'information est devenue plus abondante et plus immédiate. Le problème n'est plus de la trouver : il est de savoir si l'on peut lui faire confiance.

Du volume à la conversation : cinquante ans d'accès au savoir

Années 1970-1980	Années 1990-2000	Années 2000-2010	Années 2010-2020	Depuis 2022
Volumes imprimés Chercher dans l'index	CD-ROM et Encarta Naviguer par liens	Google et Wikipédia Saisir des mots-clés	Smartphone, 3G et 4G Accéder partout	IA générative Dialoguer avec le savoir

« L’encyclopédie nous demandait d’aller vers le savoir. Avec l’IA, le savoir semble venir à nous. »

Car l'IA générative franchit un seuil que le moteur de recherche n'avait pas franchi. Elle ne nous renvoie plus une liste de sources à consulter nous-mêmes : elle formule à notre place une réponse unique, fluide, assurée. Et cette réponse, elle ne la puise pas dans une bibliothèque intérieure qu'elle consulterait page après page. Elle la produit à partir de modèles statistiques, de données d'entraînement, et parfois de sources re-

cherchées sur le moment. Tout le problème est là : de quelles données parle-t-on, lorsqu'il s'agit de l'Algérie ?

I. Le premier problème : le biais, ou l’Algérie racontée par les autres

Voici la vérité inconfortable : une intelligence artificielle ne connaît pas spontanément l'Algérie. Elle la découvre à travers les documents auxquels elle peut accéder. Et l'immense majorité de ces documents : livres, presse, thèses, archives, statistiques, ont été produits hors d'Algérie, ou dans des cadres qui ne sont pas les nôtres. Le biais n'est donc pas un accident technique : c'est le reflet mécanique d'un déséquilibre documentaire. Ce biais prend plusieurs visages, et il faut les nommer précisément. Le biais des sources. Interrogez une IA sur un épisode de notre guerre de libération, sur une figure historique, sur un événement récent : elle s'appuiera d'abord sur des archives, une presse et des travaux universitaires majoritairement étrangers, parce que ce sont eux qui sont numérisés, indexés et accessibles. Une IA peut être factuellement correcte tout en reproduisant une grille de lecture qui n'est pas la nôtre. Le danger n'est pas seulement l'erreur : c'est le cadrage. Le biais linguistique. La mémoire vivante de l'Algérie s'exprime en arabe, en tamazight, en darija, et en français. Or la darija algérien est explicitement classée, dans la recherche en traitement du langage, parmi les langues « sous-dotées » : peu de textes numérisés, peu de corpus annotés. Le tamazight l'est plus encore. Une IA « comprend » donc mal la façon dont les Algériens parlent réellement et ce qui n'est pas dans ses données de-

» La vigilance critique face à ces dérives n'est d'ailleurs pas absente en Algérie : la désinformation à l'ère du web y fait déjà l'objet de travaux de recherche [13]. Ce qui manque n'est pas la conscience du problème, mais l'infrastructure documentaire pour lui donner les outils nécessaires. Car ce biais est le problème le plus urgent, parce qu'il produit ses effets maintenant, sur des millions de requêtes, chaque jour. On ne peut pas attendre d'avoir tout reconstruit pour s'en protéger. Mais la protection durable, elle, passe par un chantier de fond et c'est là qu'intervient alors le second problème.

II. Wikipédia : notre point aveugle, et notre plus grand levier

Avant de parler de grands chantiers nationaux, arrêtons-nous sur un cas concret, mesurable, et déjà à notre portée : Wikipédia. Car Wikipédia n'est pas juste une encyclopédie parmi d'autres. C'est la source la plus sur-pondérée de tout l'écosystème de l'intelligence artificielle. Il faut comprendre ce mot. Lorsqu'un grand modèle est entraîné, toutes les sources ne se valent pas. Une page web ordinaire est lue une fois, noyée dans la masse. Wikipédia, elle, est traitée comme une source « propre », vérifiée, structurée, au point que certains laboratoires imposent au modèle de la lire intégralement, et lui donnent un poids plusieurs fois supérieur à son volume réel. Autrement dit : à volume égal, un article de Wikipédia pèse bien plus lourd, dans ce que la machine apprend, qu'une page web quelconque.

(A suivre)

Sources et repères

CARE | IDÉES & DÉBATS · ENCYCLOPÉDIES ET IA [1] Stephan M. Horak, compte rendu de The New Encyclopaedia Britannica, 15e édition, Nationalities Papers, Cambridge University Press. [2] Encyclopædia Universalis, présentation de l'édition « Universalis Numérotée ». [3] NIST, Artificial Intelligence Risk Management Framework: Generative Artificial Intelligence Profile (sur la « confabulation »). [4] Encyclopædia Universalis, configurations et fonctionnement hors connexion. [5] Harvard Business Review, « Encyclopaedia Britannica's President on Killing Off a 244-Year-Old Product ». [6] CERIST, Système national de documentation en ligne et portails de l'information scientifique et technique (SNDL, ASJP, PNST, Catalogue collectif algérien, BiblioUniv). [7] UNESCO, Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle. [8] OpenAI, présentation officielle de l'abonnement ChatGPT Plus. [9] Wikimedia / Diff, données de lectorat et de contribution des projets Wikimedia en Algérie (répartition français / arabe). [10] Sur la sur-pondération de Wikipédia dans l'entraînement des grands modèles : voir Brown et al., « Language Models are Few-Shot Learners » (GPT-3, OpenAI, 2020), où Wikipédia est échantillonnée avec un poids plusieurs fois supérieur à son volume réel dans le corpus d'entraînement ; voir aussi les travaux sur la composition de MassiveText (Scaling Language Models / Gopher, DeepMind). [11] Sur le derja algérien comme langue « sous-dotée » : Boucherit & Abania, Offensive Language Detection in Under-resourced Algerian Dialectal Arabic Language. [12] L. Chalabi, M. Dahmane, « Open access in developing countries: African open archives », Information Services and Use 31 (3-4), 111-119, 2011. [13] M. Dahmane, « Fake news et désinformation à l'ère du Web », STRATEGIA 7 (2), 06-24, 2020.

(*) expert en stratégie numérique, vice-président du Care

TIARET

Ouverture de guichets uniques pour l’approvisionnement des agriculteurs en semences et engrais dans le cadre du crédit ”R’FIG”

Des guichets uniques ont été ouverts au niveau des trois coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) de la wilaya de Tiaret afin d'approvisionner les agriculteurs en semences et engrais agricoles dans le cadre du crédit "R'FIG", en prévision du lancement de la campagne de travaux-semailles, à-on informé lundi auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

La chargée de l'information auprès de la DSA, Bakhta Safou, a indiqué que ces guichets regroupent des représentants de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), ainsi que des CCLS de Tiaret, Frenda et Mahdia. Ces guichets sont destinés à réceptionner les dossiers des agriculteurs souhaitant financer les opérations de travaux-semailles dans leurs exploitations grâce au crédit « R'FIG ».

Les deux établissements financiers concernés prennent en charge les coûts liés à l'acquisition des différents entrants agricoles, notamment les semences et les engrais de différentes catégories, que les coopératives mettent à la disposition des agriculteurs remplissant les conditions requises. Les bénéficiaires sont tenus de rembourser les crédits contractés à la fin de la campagne agricole, a précisé la même source.

En outre, plusieurs organismes, à l'instar de la direction des Services agricoles, à travers ses services déconcentrés au niveau des daïras, de la Chambre d'agriculture, de l'Union de wilaya des agriculteurs et des CCLS, mènent des actions de sensibilisation auprès des agriculteurs sur le fonctionnement de ces guichets, les modalités d'accès au crédit "R'FIG", ainsi que les différentes mesures et aides accordées par l'Etat.

Par ailleurs, le responsable a fait savoir que les trois CCLS de la wilaya avaient reçu, depuis le début de la campagne de moisson-battage, qui touche à sa fin, un total de 2,4 millions de quintaux de céréales de différentes variétés, notamment de blé dur, de blé tendre et d'orge. Elle a ajouté que ces quantités devraient contribuer à assurer la disponibilité de semences de qualité et en quantité suffisante, en prévision de la prochaine campagne agricole.

R E.

SIDI BEL-ABBÈS

Inauguration et pose de la première pierre de plusieurs projets de développement au nouveau pôle

Des projets de développement et d'équipements ont été inaugurés ou lancés en travaux lundi au niveau du nouveau pôle résidentiel de la commune de Tilmouni, wilaya de Sidi Bel-Abbès, dans le cadre du renforcement des infrastructures et de l'accompagnement de

Le wali, Kamel Hadji, a supervisé l'inauguration de structures éducatives et sanitaires, ainsi que le lancement de nouveaux projets dans les domaines de la sécurité et de l'éducation, dans le prolongement du programme des festivités commémorant la Journée nationale du Moudjahid, correspondant au double anniversaire des offensives du Nord constantinois et de la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1955-1956).

Dans le secteur de l'Education nationale, le responsable de l'exécutif de la wilaya a inauguré l'école primaire « Moudjahid défunt Ennouri Bouguenaïa », située au niveau du site résidentiel de 2.060 logements, où il a inspecté les différentes installations et équipements.

Il a également procédé à la réalisation de la première pierre pour la de trois nouveaux établissements scolaires, comprenant deux écoles primaires (type 2), situées au niveau des axes routiers de Sfifef, sur les sites de 360+1.800 logements et 500+1.200 logements, ainsi qu'un nouveau collège.

A cette occasion, le wali a donné des instructions pour accélérer le rythme des travaux et renforcer les chantiers en moyens matériels et humains nécessaires, afin de garantir l'achèvement et la livraison des projets dans les délais impartis, en prévision de la prochaine rentrée scolaire.

Dans le secteur de la santé, une polyclinique a été inaugurée au niveau du même pôle résidentiel. Elle dispose de plusieurs unités et services, no-

tamment les urgences médicales, deux laboratoires d'analyses médicales, une unité de maternité et de vaccination, un service dentaire, la réanimation, la médecine générale et la radiologie. Cette structure devrait contribuer à renforcer la couverture sanitaire et à rapprocher les services de soins des citoyens.

Dans le domaine de la sécurité, la première pierre d'un siège de brigade territoriale de la Gendarmerie nationale a été posée au niveau du site de 3.300 logements, afin de renforcer la couverture sécuritaire et de consolider la sécurité et la tranquillité publiques dans ce pôle urbain. Il a également été insisté sur la nécessité d'achever le projet et de le livrer dans les délais contractuels fixés.

APS

GUELMA

Travaux d’entretien de cinq chemins de wilaya

Des travaux d'entretien et d'aménagement de cinq chemins de wilaya ont été lancés à Guelma depuis le début de l'année en cours en vue d'éliminer des points noirs et renforcer la sécurité du trafic sur ces axes, à-on informé lundi auprès de la direction locale des Travaux publics.

La chargée de l'entretien des routes à cette direction, Mme Amel Allout, a indiqué que les projets lancés début 2026 dans

le cadre du programme d'entretien des routes de la wilaya comprennent des actions d'entretien et de revêtement en béton bitumineux, de correction des virages, de traitement des glissements et d'élimination de points noirs présentant des risques pour les véhicules.

La même source a précisé que les travaux ont concerné le chemin de wilaya CW-133 entre la commune de Tamelouka et les limites de la wilaya de Constan-

tine sur 11 km, le CW-19 dépendant de la route nationale RN-20 au village Oued El Maleh dans la commune de Hammam N'baïl sur 2 km, le CW-162 dépendant du chef-lieu de wilaya à la commune de Bendjerah sur 3 km.

Le programme d'entretien des chemins de wilaya concerne également le traitement des glissements de terrain sur la CW-27 dépendant des deux communes de Bouhamdane et Bordj Sa-bath sur 3 km, la réhabilitation

du CW-122 dépendant des deux communes de Roknia et Hammam Debagh avec la correction de deux virages, a indiqué le responsable.

Le réseau routier de la wilaya de Guelma est constitué de 14 chemins de wilaya totalisant plus de 421 km, 8 axes de routes nationales et de plus de 2.000 km de chemins communaux et routes non classées.

Agence

BORDJ BOU ARRERIDJ

Un calendrier pour accélérer la régularisation des dossiers de conformité des constructions

Un calendrier a été réalisé dans la wilaya Bordj Bou Arreridj pour accélérer l'étude et la régularisation des dossiers de conformité des constructions et de parachèvement de leur arrêté dans le cadre de la loi 08-15 avec une priorité pour le traitement des dossiers nouvellement déposés, à-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Ce calendrier a été arrêté au cours d'une réunion technique tenue au siège de la wilaya sous la présidence du wali, Kamel Nouicer

pour l'évaluation de l'avancement de l'opération d'étude et de suivi des mesures de régularisation des constructions en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, ont précisé les mêmes services.

La également été marquée par la présentation d'un bilan provisoire des dossiers en étude et a passé en revue les différentes phases de l'opération de régularisation depuis le dépôt des dossiers et l'étude des documents et données

jusqu'au parachèvement des procédures finales, selon la même source. Le wali a affirmé "la nécessité d'accélérer le rythme d'étude des dossiers et de se conformer aux délais fixés dans le calendrier adopté tout en veillant à l'examen minutieux des documents et données et à lever les entraves freinant le processus de régularisation », at-on indiqué. Le wali a également insisté sur "l'importance de renforcer la coordination entre les divers services et organismes intervenant de sorte à traiter les dos-

siers dans les délais et éviter leur accumulation, notamment pour les nouveaux dossiers", a ajouté la même source.

L'opération vise la régularisation des situations des constructions concernées par les dispositions relatives à la conformité et au parachèvement de la réalisation afin de finaliser le traitement des dossiers et d'améliorer la prise en charge des préoccupations des citoyens en la matière, selon les services de la wilaya.

APS

KHENCHELA

Vers l’ouverture de 5 marchés de proximité de vente des fournitures

La direction du commerce de la wilaya de Khenchela a prévu d'ouvrir, au cours de la première semaine du mois de septembre prochain, cinq marchés de proximité de vente des fournitures scolaires, a indiqué lundi la chargée de communication à cette direction, Farida Tagâout.

La même source a précisé à l'APS que l'ouverture de ces marchés est projetée au hall de la maison de la culture Ali Souaïhi, un espace commercial privé dans la commune de Khenchela, la

maison de jeunes Mohamed-Hamlaoui de la commune d'Ain Touila, à la maison de jeunes frères Zouaghi de la commune de Kaïs et à la maison de jeunes Abderazak Nabti de la commune de chechar.

Le même cadre a précisé que 78 opérateurs économiques, trois artisans et l'Office national des publications scolaires participeront à cette manifestation commerciale qui précédera de deux semaines la rentrée scolaire et se poursuivra jusqu'à la fin du mois de

septembre.

Ces marchés de proximité tenus sous forme d'expositions seront consacrés à la commercialisation des manuels scolaires des trois paliers de l'enseignement, des divers articles scolaires, des chemisiers scolaires et de vêtements pour écoliers, selon la même source.

Mme Tagâout a également souligné que la direction du commerce mobilise des brigades pour le contrôle des marchés de vente des articles scolaires et la vérification de la conformité des

produits vendus aux normes requises au-delà de l'affichage des prix.

Toutes les dispositions ont été prises pour assurer le succès de cette manifestation commerciale dont l'objectif est de mettre les articles scolaires à la disposition des parents d'élèves à des prix compétitifs et à rapprocher les espaces commerciaux des citoyens à la veille de la nouvelle année scolaire, a indiqué la même source.

R E.

Embargo à Cuba : après le pétrole, l'asphyxie alimentaire ?

Après avoir asphyxié Cuba sur le terrain pétrolier, Washington resserre à présent l'étau sur son assiette. En visant, en juillet dernier, l'importateur d'État GECOMEX et l'opérateur portuaire GEMAR, l'administration Trump s'en prend directement à la capacité de l'île à produire, transformer et importer sa propre nourriture. La stratégie est limpide : faire de la dépendance alimentaire cubaine un levier de pression politique, quitte à aggraver une crise déjà qualifiée de « Gaza silencieuse » par une délégation du Congrès. Entre effondrement des rendements agricoles et promesses inabouties de l'agroécologie, c'est la souveraineté alimentaire de l'île qui s'effondre.

1^{ère} partie

Par Logan McMillen, traduction
Alexandra Knez.

L'administration Trump a déjà resserré l'étau pétrolier autour de Cuba. Elle s'emploie désormais à étrangler l'approvisionnement alimentaire de l'île, en ciblant la capacité du pays à produire, transformer ou importer des denrées, à moins qu'il ne s'approvisionne auprès d'entreprises américaines.

Lors d'une visite début juillet, une délégation du Congrès américain a décrit une réalité d'une gravité extrême, allant jusqu'à la qualifier de « Gaza silencieuse ». En juillet, le département d'État américain annonçait une série de nouvelles sanctions économiques de grande envergure à l'encontre de Cuba, visant des secteurs qui avaient jusqu'alors été épargnés. Ces mesures limitent la capacité du gouvernement cubain à acheter des produits agricoles et du matériel de transformation alimentaire auprès de pays tiers, en ciblant spécifiquement l'importateur d'État cubain (GECOMEX) et l'opérateur portuaire (GEMAR).

Tout cela s'inscrit dans le contexte du blocus pétrolier imposé depuis des mois par les États-Unis à Cuba, qui a déjà plongé la population dans la misère en compromettant les conditions d'hygiène de base et la sécurité alimentaire, et qui a provoqué la mort de nombreux patients dans les hôpitaux cubains. Lors d'une visite début juillet, une délégation du Congrès américain a décrit une réalité d'une gravité extrême, allant jusqu'à qualifier la situation de « Gaza silencieuse ».

Dans ce contexte, il peut paraître surprenant d'apprendre que les États-Unis restent l'un des principaux partenaires commerciaux de Cuba, avec plus de 828 millions de dollars de marchandises exportées l'année dernière. Derrière cette contradiction apparente – les États-Unis imposant des sanctions à un pays avec lequel ils font des affaires – se cache une stratégie aussi vieille que l'impérialisme lui-même. Les États-Unis sont tout à fait disposés à vendre des denrées alimentaires et d'autres produits sélectionnés à Cuba, mais ils veulent détenir le monopole de ce commerce.

Un cauchemar en matière de conformité

Depuis des décennies, les sanctions américaines contre Cuba visent des secteurs clés tels que l'exploitation minière et le tourisme, deux sources importantes de devises étrangères pour le gouvernement cubain. Pendant tout ce temps, les États-Unis se sont abstenus de sanctionner les entités qui importent certaines marchandises à Cuba, car ces transactions entraînent une sortie de devises étrangères du



pays, très souvent au profit d'entreprises américaines, payées intégralement et par avance.

Les entreprises minières et les chaînes hôtelières présentes à Cuba ont l'habitude de composer avec des environnements réglementaires complexes, à l'instar de la plupart des grandes entreprises de ces secteurs. Ce sont généralement des entreprises de taille plus modeste, non cotées en bourse. Cependant, le fait que le département d'État ait spécifiquement désigné GECOMEX et GEMAR – qui facilitent l'importation et l'exportation physiques de pratiquement tout ce qui entre et sort de l'île – fait peser des risques de non-conformité sur les entreprises manufacturières et de transport. Cela constitue en soi une escalade notable des tensions. Par exemple, une entreprise comme Bühler, groupe industriel suisse, est désormais confrontée à des risques de non-conformité si elle vend du matériel de mouture de céréales à Cuba. Il en va de même pour une entreprise d'un pays tiers qui vendrait des machines destinées au nettoyage et au tri des légumineuses. Si GECOMEX ne peut pas importer de matériel, ses filiales ne peuvent pas traiter efficacement les produits agricoles tels que le blé et les haricots, ce qui réduit d'autant la quantité de denrées alimentaires de base parvenant aux ménages cubains.

Les sanctions à l'encontre de GEMAR, l'opérateur portuaire, sont encore plus explicites et font peser des risques de non-conformité sur toute compagnie maritime qui lui verse des redevances d'accostage. Depuis que des compagnies telles que Hapag-Lloyd et CMA CGM ont suspendu leurs opérations à Cuba, plus de sept mille conteneurs à destination de La Havane sont désormais bloqués dans les Caraïbes. Ainsi, même s'il existe des dérogations humanitaires autorisant l'importation de denrées alimentaires à Cuba par des pays tiers, cette nouvelle série de

sanctions pourrait sérieusement entraver ces livraisons.

« Ce genre de mesures met en évidence l'intention génocidaire qui sous-tend la stratégie de « pression maximale » des États-Unis », déclare Helen Yaffe, professeure à l'université de Glasgow et autrice de *We Are Cuba! How a Revolutionary People Have Survived in a Post-Soviet World*. « L'alimentation est une terrible vulnérabilité qui a été imposée à Cuba par son histoire coloniale et impérialiste. Le pays tout entier a été transformé en champ de canne à sucre. »

Les hauts et les bas de l'agriculture cubaine

Immédiatement après la révolution, le gouvernement cubain a nationalisé les plus grands domaines agricoles, les plantations et les haciendas, tout en laissant subsister de nombreuses petites exploitations paysannes indépendantes. Au cours de la « Période spéciale » – qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique –, Fidel Castro a promulgué la troisième loi sur la réforme agraire à Cuba, qui attribuait davantage de terres aux coopératives et aux agriculteurs familiaux par le biais de droits d'usufruit. Cette mesure a décentralisé la production agricole de l'État, transformant les fermes d'État dépendantes des importations en « unités de base de production coopérative ». Selon Margarita Fernandez, de l'Institut d'agroécologie des Caraïbes (CAI), qui milite en faveur de pratiques agricoles durables et de la souveraineté alimentaire, « les réseaux d'agriculteurs ont formé plus de 200 000 familles aux méthodes agroécologiques ». Pendant la « Période spéciale », les jardins urbains (organopónicos) se sont multipliés à La Havane, le gouvernement cubain estimant que plus de 50 % des fruits et légumes consommés dans la capitale y étaient cultivés. Dans son ouvrage *The Greening of the*

Revolution, Peter Rosset, militant pour le droit à l'alimentation, affirme qu'il s'agissait là de « la plus grande tentative de transition de l'agriculture conventionnelle vers une agriculture alternative et semi-biologique de l'histoire mondiale ».

« Pendant un certain temps, Cuba était devenue le symbole mondial d'une agriculture nouvelle, indépendante des énergies fossiles », explique Fernandez. Au plus fort de ce mouvement, au milieu des années 2000, 35 à 40 % de l'ensemble des calories consommées à Cuba provenaient de l'agriculture nationale. Cependant, la « Période spéciale » a finalement pris fin lorsque Cuba a noué un partenariat commercial plus étroit avec le Venezuela d'Hugo Chávez. Une fois de plus, Cuba a pu accéder aux intrants pétroliers qui rendent possible l'agriculture industrielle. « À mesure que la situation économique s'améliorait par intermittence, les responsables politiques sont souvent revenus à l'agriculture industrielle conventionnelle », explique Fernandez. « L'agroécologie n'a jamais été pleinement institutionnalisée en tant que fondement du système alimentaire. Elle a plutôt été considérée comme une solution de dernier recours. » Les rendements agricoles, tout comme l'élevage, étaient en réalité déjà en baisse à l'approche de la « Période spéciale ». À la fin des années 1980, le modèle d'agriculture industrielle cubain a entraîné un compactage et une dégradation sévères des sols, provoquant une baisse des rendements de la production agricole hors canne à sucre.

(A suivre)

Source: lvsl.fr; publié le 22/08/2026
Article originellement publié par Jacobin sous le titre « After Blocking Fuel, the US Turns to Cuba's Food Supply », traduit par Alexandra Knez pour LVSL.

JAMAIS AUTANT DE CASH
N'AVAIT CIRCULÉ EN
TUNISIE

Le cap des 30
milliards franchi

Le recours aux espèces atteint un niveau inédit en Tunisie. Après une succession de records presque quotidiens durant les trois dernières semaines, les billets et pièces en circulation ont dépassé pour la première fois le seuil symbolique des trente milliards de dinars. Selon les indicateurs publiés lundi 24 août 2026 par la Banque centrale de Tunisie (BCT), la monnaie en circulation s'est établie à 30,040 milliards de dinars vendredi 21 août, contre 29,996 milliards la veille. Elle a ainsi augmenté de 44 millions de dinars en une journée.

Plus de quatre milliards de dinars supplémentaires en un an

À la même date en 2025, les billets et pièces en circulation représentaient 25,902 milliards de dinars. En un an, leur volume a donc augmenté de 4,138 milliards de dinars, soit une progression de 15,97%. Ce seuil est franchi moins de trois mois après le record enregistré à la veille de l'Aïd el-Kébir. Le 26 mai 2026, la monnaie en circulation avait atteint 29,678 milliards de dinars. Cette nouvelle poussée survient durant une période traditionnellement marquée par une forte demande de liquidités. Aux dépenses des vacances d'été et des soldes s'ajoutent les préparatifs de la rentrée scolaire. Depuis près de trois semaines, les montants communiqués par la BCT battent des records presque quotidiennement, jusqu'au franchissement de la barre des trente milliards de dinars.

Le recul du chèque se poursuit

Ce record s'inscrit dans un paysage des paiements en pleine recomposition. Selon les données de la BCT relatives au premier semestre 2026, le chèque est le seul des quatre principaux instruments télécompensés à reculer à la fois en nombre et en valeur. Durant les six premiers mois de 2026, 3,6 millions de chèques ont été télécompensés pour un montant de 24,146 milliards de dinars. Sur un an, leur nombre a diminué de 10,7% et leur montant de 12,5%. Par rapport au premier semestre 2024, avant l'entrée en vigueur de la réforme, les baisses cumulées atteignent environ 70,35% en nombre et 60,88% en valeur. Le chèque ne représente désormais plus que 12,1% des opérations télécompensées et 22% des montants échangés. Cette évolution prolonge la rupture amorcée avec l'entrée en vigueur, en février 2025, des nouvelles dispositions régissant l'utilisation du chèque. Cette dynamique coïncide également avec la suppression, en octobre 2024, de l'obligation de justifier l'origine des sommes importantes détenuées en liquide. Le franchissement des trente milliards de dinars confirme ainsi l'ancrage croissant des espèces dans l'économie tunisienne, malgré la progression parallèle des paiements électroniques et mobiles. Une évolution qui suscite des inquiétudes, la circulation massive du cash étant généralement associée au développement de l'économie informelle et aux risques d'évasion fiscale.

Agence

ÉGYPTE

La BERD veut mobiliser 192 millions \$
pour un parc éolien de 900 MW

L'Égypte, qui ambitionne de porter la part des énergies renouvelables dans son mix électrique à 42 % d'ici 2030 et à 60 % à l'horizon 2040, mise sur les investissements portés par le secteur privé ainsi que sur des partenariats solides avec les principaux acteurs étrangers du secteur.

Synthèse R I.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé, le vendredi 14 août, qu'elle prévoyait de mobiliser 192 millions de dollars pour un projet éolien de 900 mégawatts (MW) mené par le groupe énergétique norvégien Scatec en Égypte. Ce financement, qui devra encore être approuvé par le conseil d'administration de l'institution financière européenne, servira à financer la construction et l'exploitation du parc éolien de Shadwan, situé à Ras Shukeir, dans le gouvernorat de la mer Rouge. Le projet, dont le coût total s'élèvera à 1 milliard de dollars, devrait bénéficier d'une garantie couvrant le risque de première perte dans le cadre du programme de garantie Hi-Bar du Fonds européen pour le développement durable plus (EFSD+). Ce programme vise

à mobiliser les investissements privés dans des projets complexes liés au climat et à la transition énergétique. La production du parc éolien de Shadwan est destinée à alimenter le réseau électrique centralisé égyptien. Scatec avait signé, en juin 2025, un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans avec la Société égyptienne de transport d'électricité (EETC). Le projet s'inscrit dans le cadre du programme égyptien « Nexus of Water, Food, and Energy », dont le volet énergie est piloté par la BERD, avec pour objectif de développer 10 GW de nouvelles capacités renouvelables privées d'ici 2028. L'Égypte ambitionne de porter la part des énergies renouvelables dans son mix électrique à 42 % d'ici 2030 et à 60 % à l'horizon 2040. Selon le fournisseur de données GlobalData, les capacités solaires installées du pays le plus peuplé du monde arabe devraient passer

d'environ 2,9 GW en 2025 à 34,3 GW en 2035, tandis que l'éolien pourrait atteindre 15,1 GW, contre environ 3 GW en 2025. Outre le parc éolien de Shadwan, Scatec développe plusieurs projets d'énergies renouvelables en Égypte. Le groupe a mis en service, le 12 août, la phase finale de son projet Obelisk, qui représente l'un des plus grands projets d'énergie solaire et de stockage d'énergie en Afrique. Obelisk dispose d'une capacité totale de 1,1 GW d'énergie solaire et de 200 mégawattheures (MWh) de stockage par batteries. Scatec développe également le projet solaire de Dandara, destiné à fournir de l'électricité renouvelable à Egypt Aluminium Company (Egyptalum), grâce à une capacité solaire de 1 GW et à un système de stockage par batteries de 200 MWh.

IRAK

Hausse de la production pétrolière et nouveaux
corridors d'exportation

Le Premier ministre irakien, Ali Faleh Al-Zaidi, a affirmé ce vendredi que le dossier pétrolier constitue un axe essentiel des plans économiques du gouvernement, précisant que Bagdad œuvre à élargir les voies d'exportation et à augmenter progressivement la production.

L'agence de presse irakienne « INA » a rapporté les propos d'Al-Zaidi : « Nous travaillons à accroître la part exportatrice de l'Irak au sein de l'OPEP+, et nous visons à atteindre entre 8 et 10 millions de barils par jour dans les six prochaines années, tout en ouvrant de nouveaux corridors d'exportation

via le port turc de Ceyhan, Baniyas et Aqaba, afin de renforcer la position de l'Irak sur le marché de l'énergie. Il est à noter que la Syrie a signé, le 18 juillet dernier, deux mémorandums d'entente avec l'Irak et une coalition de sociétés internationales, pour la réhabilitation et la remise en ser-

vice de l'oléoduc de transport du pétrole brut (Kirkouk-Baniyas), dans une démarche stratégique visant à réactiver l'un des projets de connexion pétrolière les plus importants de la région et à renforcer la coopération dans le secteur énergétique.

R I.

ARABIE SAOUDITE

Ryadh va dépenser plusieurs milliards pour
créer trois parcs d'attractions en France

L'Arabie saoudite investira 6 milliards d'euros pour créer trois nouveaux parcs d'attractions près de Paris. L'un d'entre eux devrait être dédié à l'univers des mangas. Le tout devrait générer, selon l'Élysée, 22 000 emplois directs. La proximité avec Disneyland Paris a fait partie des critères des Saoudiens pour le choix des sites d'implantation des futurs parcs d'attractions. La proximité avec Disneyland Paris a fait partie des critères des Saoudiens pour le choix des sites d'implantation des futurs parcs d'attractions. - Anadolu via AFP/SERAP AYDIN L'Arabie saoudite a signé lundi 24 août 2026, lors d'une visite à Paris du prince héritier Mohammed ben Salmane, un protocole d'accord avec la France pour créer trois parcs d'attrac-

tions près de Cergy-Pontoise, en région parisienne, dont l'un probablement sur l'univers des mangas, a annoncé l'Élysée. Emmanuel Macron s'est félicité sur le réseau X d'une « annonce sans précédent » : « 6 milliards d'euros d'investissements » saoudiens, « 22.000 emplois » directs attendus, « du jamais vu depuis Disneyland Paris ». Il a évoqué « une nouvelle destination mondiale », soulignant son propre « intérêt pour les mangas ». Ce projet « est né d'une discussion entre le président de la République et le prince héritier en décembre 2024 » à Ryad, lorsqu'ils ont découvert leur « passion commune » pour les mangas « et notamment Dragon Ball Z », a d'ailleurs rapporté une conseillère de l'Élysée.

« Proximité » avec Disneyland Paris Le chantier sera porté par Qiddiya Investment Company, filiale du fonds souverain saoudien Public Investment Fund (PIF) dédiée au divertissement, au sport et à la culture. Les discussions pour faire naître un parc dédié à Dragon Ball sur le site de l'ancien parc Mirapolis, fermé il y a 35 ans, dans le Val-d'Oise, avaient filé durant l'été, sans trouver de confirmation officielle. Selon l'Élysée, c'est Mohammed ben Salmane qui a évoqué auprès du chef de l'Etat, fin 2024, la volonté de son fonds souverain de « créer des parcs d'attractions dans différents pays du monde », avant de confirmer sa volonté d'envisager une implantation en France.

Agence

TANZANIE

L'inauguration du barrage Julius Nyerere confirme le potentiel hydroélectrique

Avec plus de 2 000 MW de capacité, le projet Julius Nyerere est désormais l'un des piliers du système électrique tanzanien. Son inauguration remet aussi en perspective le potentiel d'une technologie renouvelable encore capable d'apporter plusieurs gigawatts en un seul projet.

La Tanzanie a officiellement inauguré, samedi 22 août, la centrale hydroélectrique Julius Nyerere, construite sur le fleuve Rufiji par les sociétés égyptiennes Elsewedy Electric et Arab Contractors. Ses neuf turbines, d'une capacité totale de 2 115 MW, étaient déjà toutes raccordées au réseau depuis mars 2025 et doivent produire environ 6 307 GWh d'électricité par an.

Un nouveau poids lourd dans le système électrique tanzanien

Julius Nyerere change nettement l'échelle du parc électrique de ce pays d'Afrique de l'Est. En mars 2026, la demande de pointe de la Tanzanie s'établissait en effet autour de 2 100 MW pour une capacité de production d'électricité de 4 383 mégawatts. La puissance du barrage représente donc, à elle seule, presque l'équivalent du niveau de consommation maximale du pays. L'infrastructure renforce la place de l'hydroélectricité dans le mix électrique,

puisque cette source fournit désormais l'essentiel de la production nationale (67 %), devant le gaz naturel. La Tanzanie dispose ainsi d'une marge de production beaucoup plus confortable qu'il y a quelques années, et le défi se déplace progressivement vers le réseau et l'accès effectif à l'électricité. Dans le cadre de son Pacte national Énergie, le pays veut étendre l'électrification à 8,3 millions de ménages supplémentaires d'ici 2030, afin de faire passer le taux national de raccordement de 46 % en 2022 à 75 % en 2030. Les autorités entendent mettre l'accent sur l'électrification rurale et les zones mal desservies.

L'hydroélectricité reste une option de taille pour l'Afrique

Le projet tanzanien n'est pas un cas isolé. En Éthiopie, le Grand barrage de la Renaissance (GERD), inauguré en 2025, affiche 5 150 MW, doublant la capacité totale du pays. À eux deux, ces ouvrages montrent ce que l'hydroélectricité peut apporter à des

systèmes qui doivent répondre à une demande appelée à fortement augmenter. Dans l'ensemble, l'Afrique comptait environ 52 GW de capacités hydroélectriques en 2025, pour une production de 179 TWh, selon l'International Hydropower Association (IHA). L'hydroélectricité représente ainsi déjà une part importante de l'électricité produite sur le continent, alors même qu'une grande partie du potentiel disponible reste encore inexploité. Le solaire et l'éolien occupent aujourd'hui une place centrale dans le débat sur la transition énergétique et dans les nouveaux investissements concernant les renouvelables, notamment parce qu'ils peuvent être déployés plus rapidement et à une plus petite échelle dans différentes zones. Les exemples tanzanien et éthiopien rappellent cependant que l'énergie hydraulique conserve un avantage particulier, à savoir sa capacité à apporter plusieurs gigawatts avec un seul ouvrage et à fournir une électricité fiable.

R. I.

BURUNDI

Une facilité de crédit de 100 millions \$ pour stimuler l'investissement agricole

Le Burundi affiche une économie fortement dépendante de l'agriculture, qui représente 39,6 % du PIB et 84 % des emplois, mais dont la productivité reste limitée. Dans ce contexte, le gouvernement cherche à faciliter l'accès au financement pour stimuler les investissements dans le secteur. Le gouvernement burundais a annoncé la mise en place, via la banque commerciale CRDB Bank Burundi, d'une facilité de crédit de 300 milliards de BIF (100,5 millions \$) destinée aux investisseurs engagés dans l'agriculture, l'élevage, la transformation des produits agri-

coles et d'élevage ainsi que dans d'autres activités à fort impact économique. Selon le communiqué du ministère des Finances publié le samedi 22 août, cette facilité, proposée à un taux annuel de 5 %, pourra notamment financer l'acquisition de machines agricoles, d'équipements d'élevage et d'autres investissements nécessaires à la réalisation de projets productifs. « Cette mesure complète la démarche engagée pour permettre aux investisseurs remplissant les conditions requises d'accéder à des terres domaniales destinées à des

projets productifs », indique le ministère. Il précise toutefois que l'attribution d'une terre et l'octroi d'un crédit constituent deux procédures distinctes : la première relève du ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, tandis que les demandes de financement seront traitées par CRDB Bank Burundi. Le Gouvernement du Burundi met en place, à travers @CRDBbank-Burundi, une facilité de crédit de 300 milliards BIF au taux de 5 % par an pour soutenir les investissements dans l'agriculture, l'élevage, la transformation des produits agri-

coles et d'élevage ainsi que d'autres... pic.twitter.com/GXQbgG3tAE Le mécanisme s'ajoute aux mesures prises ces dernières années pour améliorer les conditions de production, notamment la mise à disposition de semences améliorées et la subvention des engrais. L'exécutif entend ainsi « créer les conditions permettant de produire davantage et à plus grande échelle, de développer la transformation locale, de créer des emplois, de réduire les importations alimentaires et d'accroître les exportations du Burundi ».

Agence

CAMEROUN

La suspension du financement d'AFG Bank retarde les premières exportations de bauxite

Future première mine de bauxite du Cameroun, Minim Martap bénéficie depuis mai 2025 d'une facilité de crédit d'AFG Bank pour soutenir sa mise en service. En juillet 2026, des doutes sont apparus sur la capacité du projet à générer suffisamment de revenus pour rembourser cette dette. Le Cameroun devra encore patienter avant d'entrer dans le cercle des pays africains exportateurs de bauxite. Canyon Resources a annoncé lundi 24 août le retrait du calendrier de développement de Minim Martap, y compris l'objectif d'expédier une première cargaison au quatrième trimestre 2026. La compagnie australienne ne fournit aucune nouvelle date, sur fond d'incertitude autour de la poursuite du financement apporté par AFG Bank Cameroon. La filiale locale du groupe financier ivoirien AFG Holding a en effet suspendu tout nouveau décaissement sur la facilité syndiquée de 140 millions de dollars conclue en mai 2025 au profit de Camalco, filiale camerounaise de Canyon. La banque veut auparavant procéder à une revue du calendrier de développement de Minim Martap, du modèle financier et d'autres paramètres du projet, ainsi qu'à une visite du site. Canyon doit lui transmettre les informations financières demandées sous quinze jours, tandis que la visite doit intervenir dans un délai de trente jours.

Incertitude financière

Au 31 juillet 2026, environ 75 millions de dollars ont déjà été tirés sur la facilité mise à disposition par AFG. Si la suspension ne signifie pas l'annulation du crédit, elle bloque pour l'heure l'accès au solde du financement. L'enjeu est d'autant plus important que cette dette doit servir à financer une partie des infrastructures indispensables à l'exportation du minerai. Avec la suspension des nouveaux tirages par AFG, Canyon reconnaît qu'elle n'est plus en mesure de boucler comme prévu l'expédition de la première cargaison de bauxite.

R. I.

NIGER

Une usine locale d'assemblage de smartphones attendue d'ici fin octobre

Au Niger, plus de huit adultes sur dix ne possédaient pas de smartphone en 2024, selon la Banque mondiale. Cette faible adoption, commune à de nombreux pays africains, est entre autres attribuée au coût des appareils. Le Niger prévoit de mettre en service, d'ici à la fin octobre, une usine d'assemblage d'équipements électroniques, notamment des smartphones, des ordinateurs et des tablettes. L'avancement du chantier, situé à Hamdallaye dans la région de Tillabéri, a été évalué le jeudi 20 août par une délégation gouvernementale réunissant les ministres chargés des TIC et de l'Enseignement. L'initiative intervient alors que plusieurs pays africains encouragent la production locale d'équipements numériques afin de

réduire leur dépendance aux importations et de favoriser l'accès aux services télécoms et numériques. Selon les autorités, les travaux sont actuellement réalisés à 63 %

Un potentiel levier d'inclusion numérique

Le coût des appareils compatibles avec Internet constitue encore un obstacle important à l'adoption des services numériques en Afrique. En développant une capacité locale d'assemblage, les autorités nigériennes espèrent contribuer à rendre ces équipements plus accessibles aux populations. Dans un rapport publié en décembre 2025, la GSMA estime que le prix médian d'un smartphone d'entrée de

gamme en Afrique subsaharienne atteignait 39 dollars en 2024, soit l'équivalent de 26 % du revenu moyen. Cette charge était nettement plus lourde pour les ménages les plus modestes, représentant 64 % du revenu des 40 % les plus pauvres et 87 % de celui des 20 % les plus pauvres. L'écart est également marqué selon le genre : un smartphone coûtait l'équivalent de 32 % du revenu des femmes, contre 23 % pour les hommes. Selon les données de la Banque mondiale, seuls 18,24 % des Nigériens âgés de plus de 15 ans possédaient un smartphone en 2024. Dans le même temps, l'Union internationale des télécommunications (UIT) estimait le taux de pénétration d'Internet à 39,5 %, tandis que

58,9 % de la population disposait d'un téléphone mobile en 2025.

Entre ambition industrielle et réalité du marché

Si l'assemblage local peut contribuer à développer l'offre d'équipements abordables, plusieurs expériences africaines montrent l'ampleur des défis qui subsistent. Selon une étude des autorités rwandaises, le coût de fabrication ou d'assemblage d'un téléphone en Afrique resterait en moyenne supérieur d'environ 5 % à celui d'un appareil produit en Chine ou à Taïwan puis importé sur le continent. Cette différence s'explique notamment par le coût des matières premières et de la main-d'œuvre.

Agence

ALORS QUE LES INQUIÉTUDES AUTOUR DE NVIDIA PERSISTENT

Les marchés asiatiques mitigés; le Japon et la Corée rebondissent

Les marchés actions asiatiques ont évolué en ordre dispersé mardi, les investisseurs adoptant une approche plus sélective vis-à-vis des valeurs technologiques à l’approche des résultats de Nvidia, tandis que la baisse des prix du pétrole a offert un certain soulagement face aux risques géopolitiques liés au conflit en Iran.

L’indice actions MSCI AC Asia Pacific reculait d’environ 0,1 %, les gains enregistrés au Japon, en Corée du Sud et en Australie étant compensés par la faiblesse de la Chine et de Hong-Kong. Dans les échanges asiatiques, les Nasdaq 100 Futures progressaient de 0,6 %, tandis que les S&P 500 Futures gagnaient 0,1 %, signalant une certaine stabilisation après le repli des valeurs technologiques à Wall Street lundi. Les investisseurs attendent désormais les résultats de Nvidia mercredi, le chiffre d’affaires trimestriel devant approcher les 92 milliards\$. La question centrale est de savoir si l’entreprise peut maintenir le rythme de croissance impliqué par ces attentes, d’autant que les investisseurs s’interrogent de plus en plus sur la durabilité du cycle d’investissement dans l’intelligence artificielle et sur les accords circulaires qui contribuent à soutenir la demande. Le contexte de risque a également été influencé par les dernières pressions exercées par Washington sur l’Iran. L’adminis-

tration Trump a annoncé de nouvelles sanctions visant 60 individus, entités et navires, et a averti les pays faisant affaire avec Téhéran qu’ils pourraient faire face à des mesures supplémentaires, bien que le premier train de sanctions n’ait pas atteint le niveau le plus sévère des sanctions secondaires. Le KOSPI sud-coréen a progressé de 0,7 % après avoir chuté de plus de 1 % en début de séance, tandis que le Nikkei 225 japonais a gagné 0,6 % et que le TOPIX élargi a ajouté 0,4 %. Ces mouvements marquent une stabilisation après le fort repli technologique des dernières séances. SK Hynix a progressé de 0,5 %, tandis que Samsung Electronics était quasi stable, en recul d’environ 0,1 %. LG Innotek a bondi de 5,6 %. Au Japon, Kioxia a cédé 0,1 %, Sony a reculé de 0,2 %, TDK a perdu 0,2 %, tandis que Murata Manufacturing a gagné 1,3 %. LARGAN Precision a bondi de 6,2 %. Le secteur technologique reste néanmoins sous pression à l’approche des résultats de Nvidia, tandis que le dernier plan de retour aux actionnaires de Samsung a égale-

ment déçu certains investisseurs. La cession d’actions à prix réduit de 10,2 milliards\$ réalisée par Alibaba pour financer ses ambitions dans l’intelligence artificielle a ajouté une nouvelle source de prudence sur l’ensemble des valeurs technologiques asiatiques. La résistance politique à l’essor des infrastructures d’IA constitue une autre préoccupation émergente. Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a critiqué les développeurs de centres de données et a ordonné ce mois-ci une pause dans l’approbation de nouveaux projets dans le cadre du processus d’interconnexion au réseau électrique de l’État, invoquant des inquiétudes quant à la hausse de la demande en électricité et à la fiabilité du réseau.

Le Shanghai Shenzhen CSI 300 chinois a reculé de 0,1 %, tandis que le Shanghai Composite a progressé de 0,3 %. Le Hang Seng de Hong-Kong était globalement stable. Les valeurs technologiques chinoises ont évolué en ordre dispersé. Cambricon Technologies a bondi de 4,5 %, Luxshare Precision a progressé de 2,4 %, SMIC a gagné 1,4 %, NetEase a ajouté 1,1 %, Alibaba a grimpé de 1,2 % et Xiaomi a progressé de 0,7 %. Meituan a chuté de 5,4 %, tandis que JD.com a reculé de 0,3 %. Le brusque retournement de Unitree Robotics après son spectaculaire début à Shanghai a également soulevé de nouvelles questions sur les excès spéculatifs dans les valeurs technologiques chinoises. Agence

POINT-MARCHÉS

L’Europe rebondit légèrement, légère baisse des prix du pétrole

Les principales Bourses européennes sont dans le vert en début de séance, aidées par la légère baisse des prix du pétrole, tandis que les investisseurs analysent la menace de sanctions brandie hier par Washington à l’encontre des partenaires commerciaux de l’Iran. À Paris, le CAC 40 gagne 0,33% à 8.481,12 points vers 07h18 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,30% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,22%. L’indice EuroStoxx 50 progresse de 0,33%, le FTSEurofirst 300 de 0,28% et le Stoxx 600 de 0,31%. Le Moyen-Orient et ses répercussions inflationnistes continuent d’influencer le moral des marchés d’actions, qui reprennent un peu de vigueur grâce au léger recul des cours du brut, même si l’évolution du conflit reste incertaine. Dans le but d’intensifier la pression économique sur Téhéran, le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent a présenté lundi un avertissement à tous les pays et entités pour qu’ils rompent leurs relations commerciales avec l’Iran sous peine de sanctions, sans toutefois identifier les destinataires de sa menace. À Ormuz, détroit stratégique bloqué pratiquement depuis le début de la guerre en février, la situation ne montre toutefois aucun signe d’amélioration, seuls deux navires de

transport ayant emprunté la voie lundi, soit le niveau le plus bas depuis le début du mois de mai, montrent les données publiées lundi. Sur le plan macroéconomique, et dans l’attente des chiffres de l’inflation PCE américaine et des résultats de Nvidia mercredi, les chiffres de la croissance économique allemande publiées avant l’ouverture contribuent également à la bonne tenue des actions. Le produit intérieur brut (PIB) de la première économie de la zone euro a progressé plus que prévu au deuxième trimestre par rapport au précédent, ce qui vient confirmer les premiers signes d’une reprise très attendue. Aux valeurs, à Paris, Exosens avance pour sa part de 2%, soutenu par l’annonce d’une commande de l’armée américaine. Air France-KLM gagne 1,94% après un relèvement de la recommandation de la part de Kepler Cheuvreux. Ailleurs en Europe, le fabricant de matériel médical allemand Gerresheimer plonge de près de 6% après avoir annoncé lundi que le président du directoire par intérim, Uwe Röhrhoff, avait démissionné de ses fonctions à sa propre demande. Au niveau sectoriel, l’automobile souffre (-1,04%) après le regain de tensions commerciales entre les Etats-Unis et le Canada.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Août 2026
Valeur : 26 Août 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8381	132.8531
1	EUR	EURO	155.0486	155.1060
1	GBP	POUND STERLING	181.2005	181.2704
100	JPY	JAPANESE YEN	83.6301	83.6448
1	CNY	CHINESE YUAN	19.7646	19.7689
1	CHF	SWISS FRANC	165.9854	166.0664
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.5042	96.5362
1	DKK	DANISH KRONE	20.7702	20.7742
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.0255	14.0296
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.2303	14.2594
1	AED	UAE DIRHAM	36.1681	36.1741
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3782	35.3841
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.9795	433.1695
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.4575	45.9144
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3293	14.3309
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9220	21.0294
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3160	3.3263
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.5264	182.5264

BOURSE ZURICH

Entravée par ses poids lourds dans les premiers échanges

La Bourse suisse tergiversait mardi dans les premiers échanges, plombée par un recul désordonné de ses trois principales capitalisations. Faisant fi de l’escalade des frictions entre Washington et Téhéran comme des tensions commerciales entre Washington toujours et Ottawa, les investisseurs lorgnaient vers la publication mercredi des résultats de Nvidia et de l’ouverture vendredi du conclave annuel des principaux banquiers centraux de la planète à Jackson Hole. "Les investisseurs restent prudents face aux interrogations sur le rendement des investissements massifs dans l’intelligence artificielle, mais la

baisse des taux américains apporte un soutien temporaire au sentiment de marché", résume John Plassard, associé chez Cité Gestion. La place zurichoise bruisait des résultats intermédiaires d’une kyrielle d’entreprises du marché élargi. A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) égarait 0,03% à 14’443,21 points, tandis que le Swiss Leader Index (SLI) grapillait 0,01% à 2314,56 points et le Swiss Performance Index (SPI) élargi 0,07% à 20’325,92 points. Gagnants et perdants s’équilibraient. Amrize (-1,7%) héritait d’emblée de la lanterne rouge. Le géant des matériaux de construction concentré sur

le marché nord-américain a déploré lundi soir le départ inopiné de son trésorier. Le paquebot alimentaire Nestlé somrait de 0,4%, quand que les mastodontes pharmaceutiques Roche (-0,1%) et Novartis (-0,02%) affleuraient presque. Le trio de tête se composait de l’équipementier de pompes à vide VAT Group (+1,3%), devant le conglomérat d’électrotechnique ABB et le géant de la souris Logitech (+1,2% chacun). Sur le marché élargi, Leonteq (+2,3%) faisait bonne figure, nonobstant la fronde d’un important actionnaire qui réclame notamment un plafonnement de la rémunération varia-

ble des membres du conseil d’administration. Le constructeur de machines textile Rieter (+0,9%) aussi faisait mieux que résister au départ d’un de ses responsables, engagé à la tête du constructeur de machines de câblage Komax (+0,9 aussi). Le facilitateur de distribution DKSH cédait 5,5%, lesté par une dégradation de la recommandation de Berenberg à "hold". Le gestionnaire de marques alimentaires Orior (-14%) a ravalé une partie de ses ambitions pour l’année en cours, suite notamment au non renouvellement de contrats en Allemagne et aux Pays-Bas. Le producteur de portes Arbonia (-

4,8%) aussi a dû revoir sa copie pour l’exercice en cours, confronté à une pénible migration informatique chez la filiale allemande Garant. La Banque cantonale de Genève (+5,0%) a soigné sa rentabilité sur les six premiers mois de l’année. Le laboratoire zurichois Molecular Partners a réduit sa perte nette semestrielle, dans le sillage d’une réduction de voilure décidée un an plus tôt. Ont aussi présenté des résultats intermédiaires Cham Swiss Properties (-3,3%), la Banque cantonale de Lucerne, Epic, Valartis (inchangés), VP Bank (+1,6%), TX Group (+5,3%), SMG (+5,0%)

Agence

À PARTIR DE 2027

Donald Trump annonce une hausse des droits de douane sur les voitures et camions canadiens à 50 %

Donald Trump a vivement attaqué le Canada sur le terrain commercial, annonçant une forte hausse des droits de douane sur plusieurs produits canadiens à compter du 1er janvier 2027.

Dans des déclarations publiées sur son réseau Truth Social, le président américain a accusé le Canada de profiter des États-Unis depuis plusieurs années et de pénaliser les agriculteurs américains par des droits de douane qu'il juge « outrageusement élevés ». Selon Donald Trump, la politique commerciale canadienne aurait contribué à créer un déficit de 60 milliards de dollars entre les deux pays. « Cette situation n'est pas viable et cela doit cesser », a-t-il affirmé, mettant directement en cause les barrières commerciales imposées aux produits agricoles américains. Donald Trump a annoncé qu'à partir du 1er janvier 2027, les droits de douane appliqués aux voitures, aux camions, aux pièces automobiles ainsi qu'à l'acier en provenance du Canada seraient portés à 50 %. Le président américain a parallèlement appelé les entreprises concernées à transférer



leur production aux États-Unis, affirmant que les produits fabriqués sur le territoire américain ne seraient soumis à « aucun droit de douane ». Trump a également adopté un ton particulièrement offensif à l'égard du voisin cana-

dien, déclarant que le Canada ne serait plus traité « comme s'il s'agissait d'un État américain ». Il a décrit le pays comme l'un des partenaires commerciaux avec lesquels il serait « le plus difficile de traiter au monde », avant d'affirmer que les Canadiens « se comportent comme si tout leur était dû ». « Nous n'avons pas besoin du Canada, c'est lui qui a besoin de nous », a-t-il encore lancé. Le président américain a enfin affirmé que le Canada réalise 95 % de ses échanges commerciaux avec les États-Unis, estimant que cette dépendance donnerait à Washington un rapport de force favorable dans les négociations commerciales. Ces déclarations laissent entrevoir une nouvelle escalade des tensions commerciales entre Washington et Ottawa, notamment dans les secteurs automobile, sidérurgique et agricole.

Agence

ACTIFS NUMÉRIQUES, OR, TRANSPORT MARITIME...

Le gouvernement américain annonce de nouvelles sanctions contre l'Iran

Le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, a annoncé une nouvelle salve de sanctions économiques pour isoler davantage le régime de Téhéran. Le gouvernement américain a annoncé ce lundi sa volonté de "couper toutes les ressources économiques" qui "maintiennent (le) régime tyrannique" iranien en vie, a affirmé en conférence de presse le secrétaire au Trésor Scott Bessent, présentant un nouveau train de sanctions contre Téhéran. "L'Iran fait face à un choix très clair, avec seulement deux chemins pos-

sibles: totale isolation et une économie de subsistance ou un retour vers la normalité avec l'opportunité de rejoindre l'économie mondiale", a prévenu Scott Bessent. "Les nouvelles décisions de sanctions sectorielles publiées aujourd'hui visent cinq des secteurs vitaux de l'Iran dont ce pays tire profit à l'étranger: les actifs numériques, la technologie, l'or, l'aviation et le transport maritime", a encore ajouté Bessent, avertissant de "l'accélération" des poursuites contre "quiconque serait assez imprudent" pour commercer avec l'Iran.

Les États qui faciliteront le blanchiment d'argent au nom de l'Iran seront "exclusés du système dollar". Les États qui laisseraient des entités "faciliter le blanchiment d'argent au nom de l'Iran" se verront "expulsés du système dollar", a également prévenu Scott Bessent, ajoutant que "le compte à rebours (avait) commencé". Plus largement, Scott Bessent a averti que les pays qui ne participeraient pas aux sanctions américaines "partageraient" l'isolement de l'Iran", alors que le président américain, Donald Trump, a appelé

durant le week-end un certain nombre de pays à se joindre à sa "guerre économique". Interrogé sur le fait que la Chine pourrait être également concernée par ces menaces, le secrétaire au Trésor a soutenu que "personne n'est au-delà de la portée des sanctions américaines". "Nous tiendrons chacun pour responsable. Ceci marque l'asphyxie économique de ce régime. Personne ne devrait tester notre volonté" en la matière, a ajouté Scott Bessent.

R I.

Agence

FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

L'Espagne met 5 milliards d'euros sur la table

L'Espagne déploie un plan d'urgence de 80 mesures, incluant baisse des taxes sur l'énergie et aides ciblées, pour atténuer l'impact économique de la guerre au Moyen-Orient. L'Espagne dégage un vaste arsenal budgétaire et fiscal pour amortir le choc énergétique provoqué par la guerre au Moyen-Orient. Le gouvernement de Pedro Sánchez a annoncé vendredi un plan de 80 mesures représentant 5 milliards d'euros, articulé autour d'une baisse marquée des taxes sur l'énergie et d'aides ciblées aux secteurs les plus exposés.

Au cœur du dispositif figure une réduction massive de la fiscalité sur les carburants et l'électricité. Madrid prévoit notamment d'abaisser la TVA sur les carburants de 21 % à 10 %, ainsi que sur le gaz, tandis que les droits d'accise sur les hydrocarbures seront suspendus. Selon les premières estimations, ces mesures entraîneront une baisse immédiate des prix à la pompe comprise entre 0,30 et 0,40 euro par litre, soit « environ 20 euros d'économie par plein pour une voiture moyenne ». Taxes sur l'électricité

Le Premier ministre socialiste assume pleinement ce choix interventionniste. « Les situations extraordinaires exigent des réponses extraordinaires », a-t-il déclaré à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, promettant « une réduction drastique » de la fiscalité sur l'énergie. En parallèle, l'exécutif prévoit une baisse de 60 % des taxes sur l'électricité, via notamment une suspension de l'impôt sur la production, ainsi que la suppression de la taxe de 5 % sur la consommation électrique.

Agence

POLOGNE

Les ventes au détail progressent de 3,9% en juillet

Les ventes au détail en Pologne ont progressé de 3,9% en glissement annuel en juillet, selon les données publiées lundi par l'office statistique. Ce chiffre est inférieur aux attentes des analystes, qui tablaient sur une hausse de 4,5% selon un sondage Reuters. Cette progression de juillet marque un ralentissement par rapport au taux de croissance annuel de 6,2% enregistré en juin. En données mensuelles, les ventes au détail ont augmenté de 2,2% en juillet, contre 1,4% en juin. Les ventes de véhi-

cules automobiles et de pièces détachées ont progressé de 8,1% en glissement annuel en juillet, en recul par rapport à la hausse de 9,6% enregistrée en juin. Les ventes mensuelles dans cette catégorie ont augmenté de 1,7% après une hausse de 3,2% le mois précédent. Les ventes de carburant ont reculé de 0,2% en glissement annuel en juillet, un net retournement par rapport à la croissance de 9,0% observée en juin. Les ventes mensuelles de carburant ont chuté de 6,8%, contre une hausse de 1,4% en juin. Les ventes d'ali-

mentation, de boissons et de tabac ont progressé de 1,5% en glissement annuel en juillet, légèrement en deçà de la croissance de 1,7% enregistrée en juin. Les ventes mensuelles dans cette catégorie ont augmenté de 4,1% après une hausse de 1,1% en juin. Les ventes de produits pharmaceutiques et cosmétiques ont affiché une croissance annuelle de 10,8% en juillet, contre 10,2% en juin. Les ventes mensuelles ont bondi de 4,7% après avoir reculé de 2,4% le mois précédent.

R I.

ALLEMAGNE

Berlin soutient un budget rigoureux

Le porte-parole du gouvernement allemand, Stefan Kornelius, a annoncé que l'Allemagne et d'autres pays frugaux soutiennent un Cadre Financier Pluriannuel (CFM) rigoureux et modernisé. Il a rappelé que Friedrich Merz a souligné la nécessité d'une proposition de budget pour la période 2028-2034, qui inclurait des réductions de plusieurs centaines de milliards d'euros par rapport à la proposition de la Commission européenne, considérée par Berlin comme insoutenable. L'Allemagne, le plus grand contributeur net au budget communautaire, est préoccupée par l'augmentation proposée par Bruxelles, qui conduirait à un budget de plus de 2.000 milliards d'euros. Berlin a demandé une réduction de 400 milliards d'euros, soulignant que, même ainsi, la contribution annuelle de l'Allemagne dépasserait 50 milliards d'euros. Merz a exhorté les États membres à parvenir à un accord sur le budget cette année, afin d'éviter une paralysie institutionnelle en 2027, lorsque des élections importantes auront lieu dans plusieurs États. Les discussions sont complexes, impliquant des priorités de dépenses et l'équilibre des souhaits des États membres. Ursula von der Leyen a averti que, sans nouvelles sources de revenus, les États devront choisir entre l'augmentation des contributions nationales ou la réduction du budget proposé jusqu'à 40%.

Agence

SUISSE

Un excédent de près d'un milliard finalement prévu pour 2026

Le Conseil fédéral annonce mercredi un excédent de 0,8 milliard de francs pour le budget 2026 alors qu'il tablait initialement sur un déficit. Cette annonce intervient alors qu'un plan d'économie a été validé au Parlement pour prévenir des pertes ces prochaines années. L'estimation des recettes avait déjà été revue à la hausse, à hauteur de 1,9 milliard, en juin après que des cantons aient enregistré des rentrées élevées. Elles proviennent principalement de quelques entreprises de Lucerne, de Zurich et de Bâle-Ville. Des recettes supplémentaires sont également attendues du côté de Genève. Les estimations à la hausse du Conseil fédéral tiennent compte du crédit supplémentaire de 970 millions pour l'armée dans le budget 2026. Elles sont aussi prises en considération pour le budget 2027 et le plan d'économie adopté cette année, dit le gouvernement.

R I.

ALIBABA LANCE WAN3

Sa nouvelle IA vidéo qui va faire trembler Google Veo

Les IA génératrices de vidéo s'améliorent vite et Alibaba ne compte pas manquer le coche. Avec son nouveau modèle, le géant chinois entend bien concurrencer Google Veo.

Quelques jours après avoir levé environ 10,2 milliards de dollars lors d'un placement d'actions à Hong Kong, Alibaba a officiellement lancé Wan3.0, la dernière version de son modèle de génération vidéo. La proximité entre les deux annonces n'est pas un hasard. L'entreprise cherche en effet à montrer concrètement aux investisseurs dans quoi sont alloués les fonds investis.

Alors que l'attention des Occidentaux reste concentrée sur les chatbots, la Chine avance rapidement pour multiplier les usages de l'IA, offrant toujours plus de fonctionnalités.

Des vidéos plus longues et plusieurs entrées

Alors que Google Veo peut générer des vidéos de 8 secondes maximum, Wan3.0 génère des clips d'une durée maximale de 30 secondes en une seule passe, soit le double des 15 secondes offertes par son prédécesseur, Wan2.7. Les vidéos peuvent atteindre une définition de 1080 pixels de large. Selon Alibaba, le modèle maintient la cohérence des détails (personnages, accessoires, disposition spatiale) sur toute la durée et produit des expressions faciales synchronisées avec des voix multilingues. Mais ce n'est pas tout. En effet, la particularité de ce modèle se trouve dans les types de données qu'il accepte en entrée. En plus du texte, des images, de l'audio et de la vidéo, Wan3.0 peut traiter des pages web et des documents, notamment des



PDF et des présentations PowerPoint. Un utilisateur peut ainsi lui soumettre un diaporama ou un tableau et obtenir une vidéo structurée à partir du contenu source.

Un tarif intéressant, mais pas le plus compétitif

Les prix reflètent cette orientation. Wan3.0 est facturé à 0,05 dollar la seconde en 480p, 0,10 dollar en 720p et 0,20 dollar en 1080p, soit 12 dollars la minute pour la qualité la plus élevée. À titre de comparaison, le tarif standard de Veo 3.1, le modèle de Google, s'élève à 0,40 dollar la seconde. Cette stratégie n'est pas nouvelle, mais elle ne place pas pour autant Wan3.0 parmi les options les moins chères du marché. Plusieurs concurrents, mieux classés que les précédentes versions d'Alibaba dans les benchmarks indépendants, proposent des tarifs inférieurs pour une minute de vidéo en 1080p. Par ail-

leurs, Wan3.0 n'a pas encore été évalué par des tiers. Les informations sur sa qualité restent donc dépendantes des informations d'Alibaba uniquement, à l'heure actuelle.

Un accès sous contrôle, fini l'open-source

L'utilisation de Wan3.0 reste soumise à des restrictions. La version bêta est accessible sur demande via Model Studio et Qwen Cloud, tandis que l'API sera déployée progressivement. Un site grand public, wan.video, est annoncé, mais réservé aux membres. Alibaba semble réguler la demande pour maîtriser les coûts de calcul. En effet, avec de la vidéo, la facture peut vite s'envoler. Alibaba avait bâti une partie de sa réputation dans le domaine en publiant le code de ses modèles, mais Wan2.2, sorti en juillet 2025, reste le dernier modèle à être open-source. L'entreprise ne publie plus le code de ses modèles désormais.

Xiaomi préparerait déjà un concurrent au Galaxy Z Fold 8

À peine lancé, le Samsung Galaxy Z Fold 8 devrait prochainement se trouver sous le feu de la concurrence venue de Chine. À l'œuvre, Xiaomi, qui devrait commercialiser un smartphone pliable du même format d'ici la fin de l'année. Xiaomi a annoncé le lancement prochain d'un nouveau smartphone pliable en Chine, le Xiaomi 18 Fold. Sa commercialisation est prévue dès septembre 2026. L'appareil devrait adopter un design au look de passeport, pour rivaliser avec son concurrent direct, le dernier Z Fold 8 de Samsung. Cependant, le futur iPhone pliable serait également dans son viseur.

Exit Qualcomm, une puce maison à bord

Contrairement aux modèles précédents, cet appareil devrait être doté du processeur Xring O3, développé par Xiaomi. Selon le constructeur, cette puce surpasserait en performances le Snapdragon 8 Elite Gen 5 de Qualcomm, actuellement considéré



comme l'une des références du marché. Le Xring O3 est gravé en 3 nm par TSMC et se distingue par une architecture 10 cœurs, sans cœurs dédiés à l'efficacité énergétique. Les caractéristiques attendues sont les suivantes : - CPU : 2 cœurs C1-Ultra à 4,35 GHz, 4 cœurs C1-Premium à 3,68 GHz et 4 cœurs C1-Pro à 3,15 GHz - GPU : 16 cœurs G2-Ultra NX

- NPU : unité de traitement neuronal à 4 cœurs, offrant une puissance de 200 TOPS pour les tâches liées à l'IA - Mémoire : compatible avec la LPDDR6 - Performances : scores annoncés de 5,22 millions sur AnTuTu, ainsi que 3 945 en monocœur et 15 221 en multicœur sur Geekbench Il convient toutefois de rester prudent avec les scores annoncés par le fabricant, nous aurons l'occasion de partager

de vrais scores en conditions réelles d'utilisation. Ce même processeur équipera également la Xiaomi Pad 9 Pro Max, une tablette haut de gamme dont le lancement est également prévu pour septembre 2026.

Un pliable de plus pour une concurrence accrue

Si Xiaomi n'a pas encore dévoilé l'ensemble des caractéristiques matérielles de son 18 Fold, le smartphone arriverait en des temps où les smartphones pliables gagnent en popularité. Le Galaxy Z Fold 8, dont le format compact a séduit les utilisateurs, comme en témoignent ses précommandes record, devra ainsi composer avec ce nouveau rival, tout comme l'iPhone pliable attendu chez Apple. Pour l'heure, Xiaomi n'a pas confirmé une éventuelle commercialisation du 18 Fold ou de la Pad 9 Pro Max en dehors de la Chine. Peut-être le constructeur est-il encore un peu frileux à cette idée.

Publicités dans ChatGPT : OpenAI monétise son chatbot

Depuis le 24 août 2026, OpenAI déploie des publicités dans son assistant conversationnel ChatGPT. Lancé à titre de test aux États-Unis le 9 février 2026, le dispositif concerne progressivement certains utilisateurs des offres gratuites. ChatGPT va désormais devoir composer avec un nouvel invité dans ses conversations : la publicité avec ChatGPT Ads. Depuis le 9 février 2026, OpenAI expérimente aux États-Unis l'affichage d'annonces auprès de certains utilisateurs des forfaits Free et Go. L'entreprise assure vouloir avancer progressivement afin d'observer les usages et les réactions avant d'étendre le dispositif à d'autres marchés. Suite à ce premier test, l'entreprise avait progressivement déployé l'initiative au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande, puis au Royaume-Uni, au Mexique, au Brésil, au Japon et en Corée du Sud.

Un changement progressif de modèle

Toutes les formules ne sont pas concernées, les utilisateurs des abonnements Plus, Pro, Business, Entreprise et Edu n'auront pas de publicité. Les comptes identifiés comme appartenant aux moins de 18 ans en sont également exclus. OpenAI précise que l'âge peut être déterminé à partir des informations renseignées sur le compte et, lorsque cela est nécessaire, grâce à une prédiction de l'âge.

L'expérimentation américaine marque un changement important dans le modèle économique de ChatGPT. OpenAI explique que la publicité doit notamment contribuer à financer l'infrastructure nécessaire au fonctionnement du service et à maintenir un accès large à ses offres gratuites. L'entreprise insiste toutefois sur une mise en place progressive, qui doit lui permettre de tirer des enseignements des premiers usages et des retours des utilisateurs. La publicité transforme également la position de ChatGPT dans l'écosystème numérique. Jusqu'à présent, les moteurs de recherche traditionnels, comme Google, reposaient largement sur un modèle dans lequel l'utilisateur saisit une requête, obtient des résultats et peut être exposé à des annonces commerciales. Avec la publicité contextuelle dans ChatGPT, une logique comparable apparaît dans une interface conversationnelle. L'utilisateur ne formule plus seulement des mots-clés : il explique son besoin en langage naturel.

Une évolution qui intervient alors que l'Europe réfléchit également à faire passer ChatGPT au statut de VLOSE (Very Large Online Search Engine) dans le cadre du Digital Services Act.

Une publicité adaptée au contexte conversationnel

Le modèle choisi par OpenAI repose sur une publicité contextuelle. Concrètement, les annonces affichées doivent être liées au sujet de la conversation menée par l'utilisateur. L'objectif est de proposer une annonce cohérente avec la demande formulée dans ChatGPT. La valeur pour les marques repose alors moins sur le profil général de l'utilisateur que sur le contexte immédiat de sa recherche. Pour les utilisateurs, la principale nouveauté sera la présence d'annonces dans certaines conversations. Pour les entreprises, c'est potentiellement l'apparition d'un nouveau canal publicitaire où la pertinence pourrait être déterminée directement à partir de l'intention exprimée dans une conversation.

Un nouveau levier de monétisation

La publicité constitue une nouvelle source potentielle de revenus, en complément des abonnements payants. Le déploiement européen concerne 31 pays, dont la France. Cette évolution est particulièrement importante car ChatGPT dispose d'une très large base d'utilisateurs gratuits. La publicité permettrait donc à OpenAI de monétiser une partie de cette audience sans rendre nécessairement l'accès au service entièrement payant.

L'arrivée de la publicité représente finalement bien plus qu'une simple nouvelle fonctionnalité. Elle traduit une évolution stratégique de ChatGPT, qui cherche à construire un modèle économique capable de soutenir les coûts liés au développement et à l'utilisation massive de l'IA.

La protection des données

Le développement de la publicité dans ChatGPT soulève néanmoins des interrogations sur la protection des données et sur le degré de personnalisation des annonces. La publicité contextuelle repose avant tout sur le contenu de l'échange pour déterminer la pertinence d'une annonce. Cette logique est différente d'un ciblage publicitaire traditionnel, fondé sur un historique de navigation ou sur un profil publicitaire détaillé. Pour le lancement de ChatGPT Ads en Europe, la publicité ne sera pas personnalisée. Le déploiement en Europe est donc particulièrement observé, compte tenu du cadre réglementaire européen en matière de données personnelles (RGPD) et de protection des consommateurs. L'enjeu pour OpenAI sera de parvenir à développer ce nouveau modèle économique sans compromettre la confiance accordée à l'outil.

CE N'EST PAS UN CONTRÔLE FISCAL QUI VA L'ARRÊTER

Volkswagen va créer une coentreprise en Inde

Les temps sont durs pour Volkswagen. Entre la chute des ventes en Chine, un marché américain incertain et une concurrence grandissante, le groupe ne peut négliger aucun marché. Encore plus lorsqu'ils représentent un volume important de voitures. Avec des bénéfices qui ont augmenté de 50 % en 2025, l'Inde est un marché qui mérite de s'investir pour le groupe qui s'apprête à signer pour une coentreprise dans le pays malgré un contexte pas vraiment favorable sur fond de contrôle fiscal.

Créer une coentreprise dans un pays qui vous traîne dans les tribunaux ? C'est la réalité complexe du groupe Volkswagen. Il semble bien, ces derniers mois, que le géant allemand soit à la peine sur tous les fronts. Les constructeurs chinois mènent la vie dure aux marques du groupe aussi bien en Europe que dans leur pays, tandis que la situation reste instable aux États-Unis avec une réglementation qui change sans cesse. Alors, le groupe se doit de monter en puissance dans les marchés au potentiel inexploité. L'Inde en fait partie. En termes de volume, le pays est le troisième marché automobile mondial. Ce marché est cependant dominé massivement par Suzuki-Maruti, même si elle a légèrement eu du mal à adapter ses produits au pouvoir d'achat montant des automobilistes indiens.

Toutefois, le groupe allemand ne s'en sort pas si mal. Ses ventes ont doublé en 2025 comparé à 2024, bien aidées par la belle progression de Skoda, avec une augmentation de 106,7 % de ses ventes, qui le classe 7e constructeur qui vend le plus dans le pays. Pour la marque tchèque, cela représente 72 665 voitures, un chiffre qui peut sembler élevé, mais



qui est à relativiser comparé aux plus de 1,8 million de Suzuki vendues sur la même période. De son côté, Volkswagen se classe dixième avec 39 137 voitures. Malgré sa présence depuis plus de 20 ans dans le pays, ce n'est que ces dernières années que le groupe cherche autant à monter en puissance. Pour cela, le constructeur cherche à s'associer avec une entreprise indienne déjà bien implantée. Cela, même s'il faut lui laisser le contrôle de la coentreprise.

De l'argent pour une coentreprise plus que pour les impôts

Dès 2022, VW s'est rapproché de Mahindra, le deuxième constructeur le plus important d'Inde, pour créer une coentreprise. Malheureusement, les négociations n'ont jamais abouti. Aujourd'hui, le groupe est en pourparlers avec JSW, un groupe indien spécialisé dans l'acier et l'automobile. Ce dernier est déjà engagé dans des coentreprises avec les constructeurs chinois SAIC et

MG Motor ainsi que dans un accord avec Chery. Bien que cela ne soit pas acté, il semble le candidat le plus sérieux pour une alliance. Les discussions pour le groupe européen sont menées par les équipes de Skoda, le constructeur étant de loin la marque la plus importante de VW dans le pays. L'objectif est de débloquent des financements pour créer, en collaboration avec un acteur qui connaît bien le marché, une nouvelle gamme de voitures électriques accessibles spécialement pour le pays. Cependant, tous les signaux ne sont pas au vert pour VW. Le groupe est accusé par les autorités indiennes de fraude à l'importation de ses véhicules en 2024 pour un montant estimé à 1,4 milliard de dollars. Si l'entreprise nie les faits, elle est tout de même soumise actuellement à un contrôle fiscal approfondi à ce sujet, tandis que les impôts lui réclament le montant. Le tribunal n'a en revanche pas encore rendu sa décision sur le sujet. Une telle amende pourrait accentuer les difficultés du groupe. Cela ne devrait pas empêcher la création de la coentreprise. Klaus Zellmer évoque la signature d'un accord d'ici la fin de l'année.

Le Range Rover Electric n'est pas encore né et un concurrent venu de Chine veut déjà le ringardiser

Né sous la forme d'un grand SUV hybride rechargeable, le Denza N8L n'a pas connu le succès escompté en Chine. Alors, pour y remédier, la marque premium de BYD change radicalement de stratégie. Elle dégaîne le N8 "tout court", qui est désormais entièrement électrique. Ce concurrent du futur Range Rover Electric avance même des caractéristiques hors normes, avec plus de 1 000 ch et plus de 1 000 km d'autonomie... sur un cycle d'homologation toutefois bien différent du nôtre. Initialement annoncé pour 2024, le Range Rover Electric va finalement être dévoilé dans les prochains jours. Mais cette variante "zéro émission" du pionnier des 4x4 de luxe ne sera pas seule sur son créneau. En particulier en Chine, où les SUV grand format dépourvus de moteur thermique ne manquent. La liste va même bientôt s'enrichir d'un nouveau venu aux dents longues : le Denza N8, commercialisé par la marque premium de BYD. Un constructeur "premium" qui débarque d'ailleurs cette année en France, en promettant notamment des recharges en 5 mn... sous certaines conditions.

Une recharge ultra-rapide pour le Denza N8

Cette faculté à faire le plein d'énergie ultra-vite sera d'ailleurs l'un des arguments les plus forts du Denza N8 face au futur Range Rover Electric. Il reprend en effet la technologie de la Z9GT avec la nouvelle génération de batterie Blade 2.0 couplée à la recharge "Flash Charging", permettant de recharger presque entièrement en 9 min sur des bornes adaptées



grâce à une puissance en pic de 1 500 kW en courant continu DC. Il est même possible de passer de 10 à 70 % en seulement 5 minutes. C'est à peine plus long que de faire le plein d'essence à la station. Même à -30 °C, la batterie pourrait passer de 20 à 97 % en 12 minutes. Mais tout ceci ne sera possible que si les bornes Flash Charger de BYD sont disponibles. Or elles commencent tout juste à débarquer en Europe et ne sont pas encore du tout présentes en France, où l'arrivée de ce mastodonte n'est d'ailleurs pas du tout assurée. Pour l'instant, il ne fait pas partie des modèles dont l'importation a été confirmée et son gabarit ne paraît pas vraiment adapté à nos contrées.

Quelles dimensions pour le Denza N8 ?

Selon les chiffres du ministère chinois de l'industrie et de l'information (MIT), qui a révélé ce modèle en avance comme souvent, le N8 mesure 5,15 m de long. C'est une dizaine de centimètres de plus qu'un



Range Rover ou que le nouvel Audi Q7. On joue donc dans la cour des grands avec une largeur de 2 m, une hauteur d'1,82 m et un empattement de 3,1 mètres. Une limousine haute sur pattes avec des jantes allant de 20 à 21 pouces. Ce grand SUV existe également en version L, encore rallongée de 5 cm. Cette dernière existait d'ailleurs déjà sur le marché chinois depuis fin 2025, avec

un faciès différent. Mais elle avait initialement opté pour une motorisation hybride rechargeable, qui n'a pas vraiment rencontré le succès.

Jusqu'à 1 093 ch pour le Denza N8 !

Pour connaître davantage de détails, le N8 électrique comptera notamment sur une autonomie impressionnante : jusqu'à 1 003 km sur la

version la mieux-disante. Méfiance, toutefois. Ce résultat est obtenu sur le cycle chinois CLTC, réputé nettement plus optimiste que le cycle européen WLTP. En Europe, le chiffre sera plus bas d'au moins 150 à 200 Km. Pour atteindre ce rayon d'action, il faudra en outre opter pour la plus grosse des deux batteries disponibles. Sa capacité atteint 130,15 kWh, soit un peu moins que sur le nouveau BMW iX5.

Un accumulateur de 105,8 kWh est également proposé, du moins sur la carrosserie "courte". Quant à la palette des motorisations, elle est assez large. Deux déclinaisons propulsion existent ainsi, avec 429 ch ou 496 ch. Mais le clou du spectacle est la variante à trois moteurs, un devant et deux derrière, façon Alpine A390 : elle se targue de 1 193 ch, soit davantage que le nouveau Porsche Cayenne Turbo Electric ! Peu probable, toutefois, que le châssis soit à la hauteur de celui de ce rival allemand si l'on se base sur notre essai de la Denza Z9 GT.

Mots fléchés

FLEUR DES CHAMPS INSECTICIDE NATUREL		UNE DES 4 SAVEURS BOUILLIES		HÉROS TROYEN		IL SE RÉCHAUFFE DÉBUT D'ÉPIDÉMIE		JARDIN FRUITIER ARTICLE		VENT DE PROVENCE		ARBRE FRUITIER	
										AU BRÉSIL SOLEIL DIVIN			
PRONOM RELATIF CONSEILLÉE				ENLEVA LES PIERRES DU JARDIN BORD DE MER								DÉPLACER	
						FORÊT PROVENÇALE		CATALOGUE ENNEMI DU ROSIER					
TEMPS CHAUDS POUSSE DANS LES CHAMPS					ÉVÊQUE DE ROME AVARE					PATRIE D'ABRAHAM GRUGÉ			
			MALAXENT GENRE DE SAPIN										PLANTÉE AU JARDIN
COL DES ALPES VIEUX PROVENÇAL							POUSSE UN CRI ANIMAL		AMÉRINDIENS ANTIMOINE AU LABO				
		PORTE-MANTEAUX MONTAGNE DE FEU								SURFACE AGRICOLE PARDONNÉ			
MOUTON RÉCIF				VILLE D'AFRIQUE DU SUD ÉTANG LITTORAL								COLORÉE	
				JEU D'ENFANTS ORIENTÉ À DROITE					TOUT PETIT INEXACTS				
AU JARDIN, IL EN BAVE	MÈRE DE CASTOR ET POLLUX LAVANDE DE MER				PRÉNOM FÉMININ VILLE D'UKRAINE					ARTICLE TIREURS D'ÉLITE			
								FLEUR DU JARDIN					COUPÉES DU MONDE
POSSESSIF PETITE QUANTITÉ			LUTH ARABE JOLIE PLANÈTE			GENRE DES CERISIERS HABITATS SIOUX							
								INFLAMMATION EXCLAMATION					
DÉGOUTÉ		VENT GREC SUIS COUCHÉ								PRESQUE RIEN ÉLÉMENT DE POULIE			
					GLOBE NORME THERMIQUE							ILE DE FRANCE	
LUSTRERAI SANS VÉGÉTATION								JARDIN D'HIVER					
							DERNIÈRE NOTE		PLANTES FÉTIDES				

PÉTROLE

Le baril de Brent à 89,52 dollars

Les cours du pétrole baissaient mardi en raison de prises de bénéfices, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait 2,88% à 89,52 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, tombait de 2,94% à 82,51 dollars.



ESPACE

La Chine lance avec succès sept nouveaux satellites

La Chine a lancé avec succès, mardi, une fusée porteuse "Longue Marche-6C", plaçant sept satellites dans l'espace, a rapporté l'agence de presse Chine nouvelle. La fusée porteuse a décollé depuis le Centre de lancement de satellites de Taiyuan, dans la province chinoise du Shanxi (nord), plaçant avec succès les satellites sur leurs orbites prédéfinies, a précisé le média. Selon le centre de lancement, il s'agit de la 665e mission de la série de fusées porteuses "Longue Marche".

BEJAIA

L'échangeur de Sidi Aïch mis en service «prochainement»

L'échangeur de Sidi Aïch, situé au point kilométrique PK 43, de la route nationale RN26 dans la wilaya de Bejaia, sera mis en service "prochainement", permettant ainsi une jonction avec la pénétrante autoroutière reliant Bejaia à l'autoroute Est-Ouest, selon les informations communiquées mardi par la direction locale des travaux publics. Ces mêmes services ont précisé que les travaux sur cette infrastructure routière avaient récemment connu une "forte dynamique", le chantier ayant franchi des étapes avancées en vue de l'achèvement du projet, et que le taux d'avancement des travaux s'élevait désormais à 95 %. Ils ont également indiqué que le support métallique des panneaux de signalisation avait été installé au niveau de l'échangeur, dans le cadre de la mise en place des équipements nécessaires à l'exploitation de la pénétrante autoroutière reliant Bejaia à l'autoroute Est-Ouest. Cette opération s'inscrit dans le cadre des travaux d'aménagement et d'équipement des différentes infrastructures de la pénétrante Bejaia vers l'autoroute Est-Ouest. Selon la même source, elle permettrait d'améliorer la visibilité de la signalisation et des indications pour les usagers de la route, ainsi que de renforcer les conditions de sécurité routière et la fluidité de la circulation". Ces travaux visent également à aménager et à équiper cet axe stratégique afin de renforcer la liaison entre la wilaya de Bejaia et l'autoroute Est-Ouest, et d'améliorer la circulation des personnes et des marchandises.

R E.

LE PREMIER MINISTRE MALIEN, CHEF DU GOUVERNEMENT, L'A SOULIGNÉ :

« L'Algérie et le Mali sont condamnés à avancer ensemble »

Le Premier ministre, chef du Gouvernement de la République du Mali, M. Abdoulaye Maïga, a souligné, lundi à Alger, que l'Algérie et le Mali partageaient une Histoire commune qui constitue un point de départ pour s'inscrire dans la marche de la modernité et du progrès, à la faveur de la conviction des dirigeants des deux pays quant à la nécessité d'œuvrer à faire de la région un espace de paix affranchi de toute forme de colonialisme et de domination. Dans une déclaration à la presse au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Maïga, qui effectue une visite de travail en Algérie, a indiqué que le président de la République lui a prodigué, lors de cette rencontre, de "sages conseils", relevant que "l'histoire commune des deux pays constitue un acquis et un point de départ pour s'inscrire dans la marche de la modernité et du progrès". Il a ajouté être venu en Algérie porteur d'un message du Général d'armée Assimi Goïta, président de la Transition, chef de l'Etat du Mali, "à travers lequel il remercie son frère, son Excellence le Président Abdelmadjid Tebboune, pour l'invitation qu'il lui a adressée à effectuer une visite officielle en Algérie". Il a, à ce propos, précisé que le Président Goïta considèrerait cette invitation comme "une marque d'affection et de considération à son endroit et à l'endroit du peuple malien frère", soulignant qu'"il a naturellement marqué son accord pour effectuer cette visite officielle en Algérie, si Dieu le veut, la date devant être fixée par les canaux diplomatiques habituels".

? Le Président Assimi Goïta à rappelé, dans son message que "le constat a été fait clairement que l'Algérie et le Mali partagent la géographie", reprenant, dans ce contexte, la déclaration du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, selon laquelle "nous ne pouvons pas changer la réalité géographique, ni s'en éloigner". A ce propos, M. Maïga a affirmé que "les deux nations sont condamnées à avancer ensemble et à œuvrer dans le sens de la prospérité des deux peuples". ? Le Premier ministre malien a également évoqué les liens historiques profonds qui unissent les deux peuples, engagés à lutter contre le néocolonialisme et à se battre pour la dignité de l'Africain de manière générale. Il a souligné que "cette Histoire, à la fois proche et lointaine, peut servir de capital pour que nos deux pays s'inscrivent dans la marche de la modernité et du progrès". Il a cité, dans ce sens, les universités de "Madaure" et de "Tombouctou", considérées comme de "véritables carrefours de diffusion du savoir dans le monde". ? Après avoir évoqué les "défis multiformes" auxquels l'Algérie et le Mali sont confrontés, il a rappelé "la conviction partagée des dirigeants des deux pays de faire de la région un havre de paix, débarrassé de toute forme de néocolonialisme, d'hégémonie et de terrorisme, garantissant, ainsi, un développement durable au profit de ses peuples". ? Rappelant l'entretien téléphonique "fructueux" qu'il avait eu, deux semaines plus tôt, avec le Premier ministre M. Sifi Ghrieb, sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

bonne, M. Maïga a rassuré que "le Mali ne ménagera, sous la direction de son Excellence, le président Assimi Goïta, aucun effort pour concrétiser cette vision partagée de nos deux leaders, pour l'intérêt de nos peuples". ? Enfin, le Premier ministre malien a salué la position du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a réitéré que "l'Algérie ne s'ingérera jamais dans les affaires intérieures du Mali et fera en sorte que le respect de la souveraineté des Etats constitue une des conditions fondamentales de cette vision partagée par les deux parties". Il a relevé, en outre, que "cette vision ne concerne pas uniquement le Mali, mais est prônée, également, par le Président du Niger, le Général d'armée Abdourahmane Tiani, et le président du Burkina Faso, M. Ibrahim Traoré, dans le cadre de l'Alliance des Etats du Sahel".

R E.

ALLEMAGNE
La croissance au deuxième trimestre revue à la hausse

La croissance de l'Allemagne au deuxième trimestre a été légèrement revue à la hausse mardi notamment grâce à l'essor des exportations, une dynamique déjouant la crise énergétique provoquée par la situation au Moyen-Orient. D'avril à juin, le PIB a progressé de 0,3% selon des chiffres définitifs publiés par l'institut Destatis, contre 0,2% selon l'estimation provisoire de fin juillet.

APS

ALGÉRIE-OMAN

Lancement de l'extension de l'usine d'engrais d'Arzew

Le ministère des Hydrocarbures a annoncé, dimanche dans un communiqué, être parvenu à un accord avec le groupe omanais Suhail Bahwan Holding pour le lancement de l'extension de l'usine de la société algéro-omanaise des engrais (AOA) à Arzew (Oran), en vue d'augmenter sa capacité de production de 50%. Les deux parties sont parvenues à cet accord lors de l'audience accordée, dimanche au siège du ministère, par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, au président du Conseil d'administration du groupe Suhail Bahwan Holding, Cheikh Saad Suhail Bahwan, et à l'ambassadeur du Sultanat d'Oman auprès de l'Algérie, Saïf bin Nasser bin Rashid Al-Badai, en présence du PDG du groupe Sonatrach, M. Nour Ed-dine Daoudi, et de cadres du ministère. Cette rencontre, qui intervient à l'issue d'un processus continu de rencontres

et de consultations techniques et commerciales approfondies menées durant l'année écoulée, a été couronnée par "l'accord officiel pour passer de la phase des discussions et des études à celle de la concrétisation effective sur le terrain du projet d'extension de l'usine de la société AOA dans la zone industrielle d'Arzew", a précisé le ministère dans son communiqué. Cet accord permettra d'entamer les démarches exécutives et de mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation du projet sur le terrain, a ajouté le communiqué, soulignant que le projet d'extension prévoit l'installation d'une nouvelle ligne de production permettant d'augmenter la capacité de production de 50%. Dans ce cadre, les deux parties ont adopté le plan d'action relatif au lancement effectif de l'augmentation des capacités de production de l'usine, notamment pour l'ammoniac et l'urée, dans l'objectif d'accroître la valeur

ajoutée des ressources nationales et de promouvoir les industries de transformation. A cette occasion, M. Arkab a souligné "l'engagement du secteur à assurer un accompagnement total et à lever tous les obstacles afin d'accélérer la cadence de réalisation de ce projet stratégique commun entre le groupe Sonatrach et le groupe omanais et d'entamer la mise en œuvre de l'extension conformément à l'échéancier établi". Les deux parties ont, par la même occasion, salué "la profondeur et la solidité des relations fraternelles et historiques privilégiées unissant l'Algérie et le Sultanat d'Oman", ainsi que "la dynamique positive qui caractérise cette coopération bilatérale, reflétant la volonté politique sincère des dirigeants des deux pays de bâtir un partenariat stratégique exemplaire, fondé sur la complémentarité économique et les intérêts mutuels".